

COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES

van

du

DINSDAG 17 MAART 2015

MARDI 17 MARS 2015

Voormiddag

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.41 uur en voorgezeten door de heer Dirk Van der Maelen.
La séance est ouverte à 10.41 heures et présidée par M. Dirk Van der Maelen.

01 Questions jointes de

- M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "la situation des réfugiés syriens" (n° 789)

- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la coopération au développement et l'aide humanitaire en Syrie et en Irak en 2015 et 2016" (n° 1920)

- M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "l'aide urgente à apporter aux yézidis et en particulier aux femmes yézidies, face aux atrocités de Daesh" (n° 2527)

- M. Emir Kir au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les camps de réfugiés syriens" (n° 2734)

- Mme Fatma Pehlivan au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la crise des réfugiés syriens" (n° 2838)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Jean-Jacques Flahaux aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "de situatie van de Syrische vluchtelingen" (nr. 789)

- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de ontwikkelingssamenwerking en humanitaire hulp voor Syrië en Irak in 2015 en 2016" (nr. 1920)

- de heer Georges Dallemagne aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "de noodhulp voor de jezidi's en in het bijzonder de vrouwelijke jezidi's in het licht van de wrede daden van Daesh" (nr. 2527)

- de heer Emir Kir aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de kampen voor Syrische vluchtelingen" (nr. 2734)

- mevrouw Fatma Pehlivan aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de Syrische vluchtelingencrisis" (nr. 2838)

De **voorzitter**: Alleen collega Flahaux is voorlopig aanwezig. De overige vraagstellers zullen het antwoord in het verslag moeten lezen.

01.01 **Jean-Jacques Flahaux** (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, quatre ans après le début des interventions en Syrie, la situation des réfugiés syriens est particulièrement inquiétante.

Au Liban – mais c'est aussi le cas en Turquie et en Jordanie –, ils se retrouvent dans des villages qui n'ont pas les infrastructures nécessaires pour leur offrir un accueil dans de bonnes conditions sans une aide. À cela s'ajoute le fait que, pour se procurer l'argent nécessaire à l'acquisition de produits qui leur sont vendus au prix fort, ils font concurrence aux artisans et travailleurs locaux en offrant leurs services pour un coût bien moindre, ce qui met en danger la survie des entreprises locales, confrontées de ce fait à des difficultés financières. Cela se traduit par une hostilité des Libanais à leur encontre. Cette situation existe également dans les autres pays frontaliers qui accueillent environ quatre millions de réfugiés syriens.

Or, monsieur le ministre, le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU annonçait, au moment du dépôt de ma question, à savoir au mois de décembre, une suspension de l'aide aux réfugiés syriens en Syrie et au

Liban, faute de moyens financiers pour assurer l'aide nécessaire. Cette décision aurait pour conséquence d'augmenter encore la situation de détresse des réfugiés. Il manque environ 51 millions d'euros pour que le PAM puisse continuer son action humanitaire, action qui représente, à la lumière de ce que je viens de décrire, une urgence extrême dans un pays en guerre et un autre en proie à de vives tensions.

Monsieur le ministre, en ces temps de redressement budgétaire pour les Européens, les moyens financiers sont limités. Il semblerait toutefois incompréhensible que des nations qui mobilisent des moyens militaires nécessaires mais aussi coûteux pour lutter contre ce que j'appelle les "nazis islamistes" ne parviennent pas, avec leurs autres alliés, qu'ils participent ou non à l'effort de guerre, à réunir la somme permettant à ceux qu'ils sont venus sauver de la barbarie de survivre dans de bonnes conditions jusqu'à ce qu'ils puissent retourner chez eux en toute sécurité, à la fin des conflits syriens.

Pour ce qui concerne l'Europe, est-il possible de solliciter, une nouvelle fois, ECHO, le service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne? Ce dernier a mené une mission d'évaluation des besoins des réfugiés. En outre, il s'est investi dans l'aide aux réfugiés syriens, ce à concurrence de plus de 1,5 milliard d'euros, montant auquel est déjà venue s'ajouter la somme de 1,3 milliard d'euros en contributions directes des États de l'Union européenne. ECHO dispose-t-il encore de moyens susceptibles d'être mobilisés pour accroître sa contribution au PAM? Face à cette situation dramatique et explosive, comment comptez-vous agir en tant que représentant de la Belgique, notamment auprès de la communauté internationale, pour apporter une réponse à la détresse grandissante des réfugiés syriens et des populations qui les accueillent?

01.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur le président, cher collègue, la Belgique a financé pour près de 22,4 millions d'euros l'aide humanitaire, depuis le début de la crise syrienne en 2012.

België heeft in 2013 specifieke activiteiten van UNHCR voor de bescherming en de bijstand van Syrische vluchtelingen in het kamp Al Zaatari in Jordanië gefinancierd voor een bedrag van een miljoen euro. Deze financiering beoogde het verbeteren van de levensomstandigheden en de veiligheid van de Syrische vluchtelingen die in de kampen verblijven.

Ik kan u nu reeds vertellen dat de beloofde steun volledig werd uitbetaald, met inbegrip van de extra steun ten belope van twee miljoen euro aan het Internationaal Comité van het Rode Kruis. Tot mijn spijt beschik ik tot nu toe enkel over gedetailleerde informatie over de financiering van het internationale Rode Kruis.

De financiering van twee miljoen euro werd toegekend voor een periode van een jaar op de budgetlijn Humanitaire Projecten. De activiteiten van het internationale Rode Kruis betreffen het hele Libanese grondgebied en zijn hoofdzakelijk gericht op de Syrische vluchtelingen, de Syrisch-Palestijnse vluchtelingen en de Libanezen die zijn teruggekeerd, op de vlucht voor het conflict in Syrië, en op het verbeteren van de omstandigheden in de Libanese opvanggemeenschappen die bezwijken onder de massale toevloed van vluchtelingen.

Nous avons en outre pu financer, en 2012 et en 2013, sur le budget de la diplomatie préventive, une assistance médicale et des écoles préfabriquées pour les camps de réfugiés syriens en Turquie.

Un appel à projets de 3 millions d'euros supplémentaires a été lancé auprès des ONG.

Deze bijkomende financiering van drie miljoen euro is bedoeld voor verlichting van de noden in Syrië en in de buurlanden Jordanië, Libanon en Turkije. Mijn administratie zal de projectvoorstellen analyseren en onderzoeken of deze in aanmerking komen voor financiële steun.

Enfin, j'examine la possibilité de financer trois fonds flexibles humanitaires sur deux ans, en 2015 et 2016, en Syrie, au Liban et en Jordanie pour un montant total de 11 millions d'euros.

Door deze bijkomende financiering van 14 miljoen euro kan de totale Belgische bijdrage aan de Syrische vluchtelingencrisis oplopen tot 36,4 miljoen euro.

Si la Belgique souhaite affecter ses financements aux besoins les plus urgents en Syrie, l'approche régionale n'a jamais été oubliée et des financements humanitaires ont été prévus dès 2012 pour des opérations humanitaires ciblant les pays de la région touchés par cette crise. Ainsi, les activités de soutien aux communautés d'accueil de Jordanie et au Liban ou encore un soutien à la relance agricole en Syrie

visant à diminuer la dépendance des populations à l'aide alimentaire ont été financées, tant via des ONG que des organisations internationales.

En ce qui concerne la situation des Yézidis en Irak, je partage votre opinion que nous devons venir en aide aux minorités victimes des atrocités de Daesh et que notre action ne peut pas être que militaire. En effet, la lutte contre Daesh doit être globale.

La Belgique prend ses responsabilités dans cette lutte globale. Dans le cadre de la coalition anti-Daesh, des groupes de travail ont été instaurés. La Belgique a décidé de devenir membre actif de trois de ces groupes: le groupe consacré à l'action militaire, celui qui coordonne les actions contre les djihadistes, ainsi que celui qui vise à élaborer une stratégie contre-idéologique.

En outre, lutter contre Daesh et aider les minorités implique également d'agir pour écarter les causes fondamentales de la crise en Irak. La Belgique y contribue en soutenant activement la stratégie globale de l'Union européenne récemment mise au point, qui fera partie des conclusions du Conseil qui seront proposées ce mois au Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne.

Les Nations unies ont développé un plan de réponse stratégique 2014-2015 pour l'Irak. Ce plan permet aux différentes organisations humanitaires présentes sur le terrain de travailler en commun sur la réponse humanitaire afin qu'elle soit la plus efficace et rapide possible. Ce plan évalue les besoins à 2,2 milliards de dollars. À ce jour, le total des contributions des donateurs ainsi que les engagements fermes ou promesses de dons s'élèvent à près de 900 millions de dollars.

Les priorités humanitaires actuelles sont d'assister en urgence les personnes les plus vulnérables avec la fourniture de protections, d'abris et d'aide alimentaire. Sont particulièrement visés 1,9 million de personnes déplacées, 1,5 million de personnes vivant dans des communautés d'accueil et 1,7 million d'Irakiens non déplacés et vivant dans des zones directement touchées par le conflit. Les minorités font partie de ces groupes les plus vulnérables et sont directement ciblées par ce plan.

En ce qui concerne les financements humanitaires, le ministre de la Coopération au développement a décidé de financer les opérations humanitaires du Programme alimentaire mondial et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à hauteur de 2 millions par organisation. Cette aide permettra d'acheminer une assistance alimentaire, un soutien de base aux moyens d'existence et un accès à l'eau potable et à des soins de santé pour les populations dans le besoin. Il est à noter que le CICR intervient dans les régions les plus affectées par la violence secouant ce pays. Il mène un travail de sensibilisation des différents groupes armés au respect du droit international humanitaire et ses conséquences pour la population civile.

J'ai répondu à toutes les questions, ce qui est, j'imagine, le plus facile.

01.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse fort complète.

Malheureusement, sans solutions en vue pour les causes de cette situation, les besoins seront toujours assez importants. Je pense que cette année, un Forum se réunira sur la question. Je ne doute pas, en tout cas, sur base de ce que vous avez évoqué, que la Belgique y apportera, via l'Europe ou directement, son importante contribution.

Un autre point me paraît important. Il s'agit des actes de violence, qui mettent à mal la cohabitation avec les réfugiés. Il faut contribuer à pacifier la situation. La vie n'est déjà pas très agréable pour les réfugiés, mais si en plus les populations locales les agressent, c'est très grave. Je ne doute pas que vous y serez sensible.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Collega's, mevrouw Van Hoof heeft haar aankomst gemeld. Ik stel voor om nu het woord te geven aan mevrouw Lalieux voor haar vraag, waarna mevrouw Van Hoof aanwezig zal zijn om haar vraag te stellen.

02 Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au

développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la contribution belge au Global Fund to Fight Aids, TBC and Malaria" (n° 1638)

02 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de Belgische bijdrage aan het Global Fund to Fight Aids, TBC and Malaria" (nr. 1638)

02.01 **Karine Lalieux** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, j'ai interrogé à plusieurs reprises vos prédécesseurs concernant la contribution belge au Fonds Global pour la Lutte contre le sida et la malaria, le TBC.

Pour rappel, la Belgique a versé près de 19 millions d'euros en 2014 et en 2015 à ce fonds qui gère un quart des aides consacrées à cette lutte, une lutte cruciale pour mon groupe comme vous le savez.

Dans le cadre du plan de financement 2017-2019 de ce fonds, j'aimerais dès lors, monsieur le ministre, vous poser les questions suivantes.

Qu'en est-il de la contribution belge au *Global Fund* pour 2016 et les années suivantes?

Que pensez-vous de l'action de la coopération belge sur le long terme en matière de lutte contre ces maladies et plus spécifiquement contre le sida?

Enfin, pouvez-vous nous en dire plus quant aux initiatives et aux projets futurs qui seront menés dans le cadre de ce fonds international?

02.02 **Alexander De Croo**, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je vous remercie pour votre question.

La lutte contre les grandes endémies, notamment le sida, mérite une attention particulière et est, à juste titre, spécifiée dans la loi de 2013 relative à la Coopération au développement.

Dans la tradition de notre coopération, nous estimons que ces endémies sont le mieux combattues par des systèmes de santé intégrés de qualité, bénéficiant de la confiance des communautés locales. Pour ce faire, la Coopération au développement belge utilise une approche de complémentarité entre la coopération bilatérale gouvernementale, non gouvernementale et avec les organisations internationales. C'est dans le cadre de cette coopération avec les organisations internationales que nous privilégions le Fonds mondial pour ses activités opérationnelles: un montant de 19 millions en 2014; l'ONUSIDA, pour ses activités de plaidoyer et de coordination pour un montant de 4,4 millions en 2014; l'OMS pour ses activités normatives et de renforcement de capacités nationales.

Le Fonds mondial prend donc une place prépondérante pour les deux raisons suivantes.

Premièrement, le Fonds mondial a été créé spécifiquement pour accroître les ressources pour lutter contre trois des maladies les plus dévastatrices du monde et pour diriger ces ressources vers les régions les plus nécessiteuses. Il mobilise et investit près de quatre milliards de dollars par an à l'appui de programmes menés dans plus de 140 pays. La part de financement de l'appui international par le Fonds mondial dans la lutte contre la tuberculose est de 82 %, contre la malaria de 50 %, contre le VIH-sida de 21 %. L'organisation a clairement contribué à la lutte contre ces trois maladies.

Deuxièmement, les forces de l'organisation sont:

- 1° les résultats importants;
- 2° l'inclusion de la société civile, du secteur privé et des personnes touchées par les maladies;
- 3° l'organisation périodique d'appréciation de propositions par un comité technique indépendant;
- 4° un fonctionnement transparent et redevable;
- 5° une manière efficace de travailler afin d'obtenir un impact maximal avec les partenaires.

La Belgique continuera à appuyer le Fonds mondial en 2015 à concurrence de 19 millions d'euros tout en souhaitant en même temps une plus grande cohérence entre le Fonds mondial, l'ONUSIDA et l'OMS afin de maximiser l'efficacité des efforts internationaux.

Le grand défi est d'opérationnaliser l'intégration de la santé sexuelle et reproductive ainsi que la lutte contre

le VIH-sida dans le système de santé au niveau des pays, tout en maintenant les bons résultats opérationnels des initiatives verticales.

Dans le Plan stratégique 2012-2016, le Fonds mondial propose cinq objectifs stratégiques.

1. Investir d'une manière plus stratégique dans les pays, entre autres en finançant les projets sur la base des stratégies nationales et en utilisant les systèmes nationaux. Le Fonds a également l'intention d'augmenter son impact sur le renforcement des systèmes de santé et d'améliorer les services de santé pour les mères et les enfants.
2. Installer un modèle de financement plus flexible et effectif.
3. Augmenter les chances de succès des projets financiers sur la base de l'impact, la qualité et l'efficacité des interventions.
4. Promouvoir et protéger les droits de l'homme.
5. Augmenter la prévisibilité et la stabilité des ressources financières et attirer plus de moyens financiers en utilisant les ressources existantes et en cherchant de nouveaux bailleurs de fonds.

Ces cinq objectifs sont certainement cohérents avec les lignes de force de la coopération belge en général et de notre appui en matière de santé en particulier.

02.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, je remercie M. le ministre pour sa très longue réponse, mais qui noie le poisson!

Monsieur le ministre, je ne vous demandais pas votre avis sur l'efficacité et l'efficacité de ce fonds qui me semble fondamental et qui l'a toujours été pour la coopération au développement.

J'entends bien qu'il faille augmenter la cohésion, la cohérence et maximaliser l'efficacité, mais elles sont là. J'étais au courant des 19 millions octroyés pour 2014-2015, aussi répéter ce que je dis dans ma question n'est pas intéressant.

Je vous demandais ce qu'il en serait pour 2017-2019: la Belgique s'engagera-t-elle dans ce cadre? Maintiendra-t-elle son niveau d'investissement?

Vous n'avez pas du tout répondu à cette question. Par conséquent, je suis déçue et reviendrai vers vous ultérieurement.

02.04 Alexander De Croo, ministre: Vous avez le droit d'être déçue!

Dans ma note de politique générale, j'ai clairement mis en avant que les soins de santé, la problématique du sida et autres maladies infectieuses sont une priorité pour nous. Nous ne pouvons pas dire que le gouvernement ne se positionne pas en la matière!

Quant aux montants pour 2017 à 2019, ils ne sont pas encore décidés. Nous sommes en 2015 et je ne peux vous répondre à ce sujet, puisque je l'ignore!

On ne peut cependant pas dire que je ne prends pas position par rapport à l'importance de ce sujet.

02.05 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je n'ai pas dit que vous n'aviez pas pris position.

Je sais que vous vous exprimez en faveur de la lutte contre le sida et de toute cette problématique de santé. Je ne mets pas du tout cela en cause. Toutefois, une lutte sans argent dans ces pays, ce ne sont que des paroles. Monsieur le ministre, j'aimerais être rassurée en ce qui concerne les plans post-2016.

Je reviendrai donc vers vous assez rapidement par rapport aux plans 2016 à 2019.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Els Van Hoof aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de Millenniumdoelstellingen" (nr. 1604)

- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de evaluatie met betrekking tot de integratie van de MDG in de Belgische ontwikkelingssamenwerking en de onderhandelingen over de SDG" (nr. 1627)

- mevrouw Rita Bellens aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de Sustainable Development Goals" (nr. 1704)

- mevrouw Fatma Pehlivan aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de campagne Action/2015" (nr. 1728)

- mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de Post-2015 Ontwikkelingsagenda" (nr. 3053)

03 Questions jointes de

- Mme Els Van Hoof au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les Objectifs du Millénaire" (n° 1604)

- M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'évaluation relative à l'intégration des OMD dans la coopération au développement belge et les négociations relatives aux ODD" (n° 1627)

- Mme Rita Bellens au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les objectifs de développement durable" (n° 1704)

- Mme Fatma Pehlivan au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la campagne Action/2015" (n° 1728)

- Mme Gwenaëlle Grovonius au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'agenda Post-2015" (n° 3053)

03.01 **Els Van Hoof** (CD&V): Mijnheer de minister, mijn vraag is al een beetje gedateerd. Ondertussen is er al vooruitgang geboekt, maar ik zal mijn vraag toch stellen. U kunt mij dan waarschijnlijk meer up-to-date informatie geven.

We zijn bijna aan einde van 15 jaar Millenniumdoelstellingen gekomen. Hoog tijd om een bilan op te maken, dat u waarschijnlijk al hebt gemaakt, over de nieuwe accenten die in de toekomst moeten worden gelegd. U hebt daarover al iets gezegd naar aanleiding van de bespreking van de beleidsnota en de beleidsbrief. Dit thema wordt echter steeds actueler, omdat wij in september afronden met nieuwe strategische doelstellingen.

Mijnheer de minister, ten eerste, wat is het bilan dat kan worden geleverd? Er zijn heel wat van de Millenniumdoelstellingen gehaald, maar een aantal doelstellingen werd niet bereikt. Is er diversificatie voor België in het bijdragen daartoe? Zien wij dat wij met onze projecten meer impact hebben gehad in het kader van de Millenniumdoelstellingen?

Ten tweede, in Monterrey werd een norm van 0,7 % tegen 2010 afgesproken. Wij doen inspanningen om dat te halen, maar wij weten allemaal dat wij dat niet halen. Wij zitten vandaag aan ongeveer aan 0,4 %. Vindt u het zinvol om dit percentage terug te koppelen aan Sustainable Development Goals (SDG's)? Zo ja, welke stappen kan ons land daarin zetten?

Ten derde, ook de thema's armoede en vrouwen worden in uw beleidsnota en beleidsbrief benadrukt. Als men werkt aan de armoede van vrouwen, werkt men ook aan de welvaart en het welzijn van een bevolking. Welke inspanningen zult u op dit vlak bijkomend leveren, naast de al gedane inspanningen?

Bij de onderhandelingen over de nieuwe doelstellingen zal men ook meer rekening moeten houden met de nieuwe ontwikkelingsagenda, die zich meer toespitst op klimaat, toenemende ongelijkheid en sociale bescherming. In welke mate hebt u daarop al de nadruk gelegd in de lopende onderhandelingen?

Er worden financiële inspanningen met betrekking tot het klimaat geleverd. Welke additionele klimaatfinanciering ziet u nog bijkomend, naast de inspanningen die vandaag al worden geleverd?

De **voorzitter**: De heer De Vriendt is verontschuldigd wegens ziekte.

03.02 **Rita Bellens** (N-VA): Mijnheer de minister, mevrouw Van Hoof zei al dat wij in de laatste rechte lijn voor de Millenniumdoelstellingen zitten. Er zijn een aantal stappen voorwaarts gezet, maar een aantal zaken zullen wij zeker niet halen.

Met de post-2015 agenda en de SDG's in het vooruitzicht zegt de VN dat rekening moet worden gehouden met het feit dat de agenda van de huidige Millenniumdoelstellingen nog zal moeten worden afgewerkt. Is er al een consensus over welke doelen in de SDG's zullen worden geformuleerd?

Op welke manier is volgens u het voorgenomen beleid complementair met de SDG's? Op welke manier hebt u er in uw meerjarenbegroting rekening mee gehouden?

Wat begrijpt u onder de concepten universaliteit en globaal partnerschap, die in de SDG's naar voren worden geschoven? Hoe zal een en ander in uw beleid terug te vinden zijn?

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

03.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, le 11 mars 2015, vous avez participé à une conférence avec des étudiants de la Faculté de droit de l'Université de Louvain sur les priorités belges concernant l'ordre du jour de l'Agenda post-2015 pour le développement des Nations unies et les futurs Objectifs du développement durable.

Monsieur le ministre, quelles sont les priorités en matière d'Objectifs du développement durable et d'Objectifs du Millénaire post-2015? Nous n'avons pas encore eu le privilège de vous entendre sur ces questions.

Quel suivi comptez-vous donner à la résolution relative à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans le cadre des Objectifs du Millénaire du développement post-2015, adoptée par la Chambre sous la précédente législature et qui fixait la position belge dans ces débats cruciaux? Cette résolution insistait sur l'importance d'une approche participative vis-à-vis du parlement et de la société civile. Comment comptez-vous procéder pour associer le parlement et la société civile aux travaux qui sont en cours, dans le cadre de l'Agenda post-2015 et des Objectifs du développement durable.

Quel est votre point de vue sur les objectifs qui sont d'ores et déjà proposés et sur les indicateurs actuellement discutés? Il me semble essentiel que nous puissions échanger sur ces éléments.

Je rentre de New York, où j'ai participé à la 59^e session de la Commission de la condition de la femme. J'ai été particulièrement interpellée par tout ce qui entoure la question du genre et la problématique des petites filles et des adolescentes qui sont trop peu prises en compte dans les objectifs formulés et qui sont pourtant les premières victimes de la pauvreté et des situations de conflits. Sur cet élément précis, quelle position allez-vous défendre?

03.04 Minister Alexander De Croo: Mijnheer de voorzitter, ik begin met de realisaties van de Millenniumdoelstellingen en hun integratie in het Belgische ontwikkelingsbeleid.

Ik wens van de gelegenheid gebruik te maken om een uitvoerig analysedocument omtrent de globale verwezenlijkingen van de Millenniumdoelstellingen, dat door mijn administratie werd opgemaakt, met u te delen. Ik zal het u op het einde van de vraag bezorgen. Hieruit mag blijken dat de MDG's heel wat belangrijke verwezenlijkingen op hun conto hebben, maar dat tegelijkertijd niet alle doelstellingen werden bereikt, en zeker niet op alle plaatsen in de wereld.

Van meet af aan vormde de Millenniumdoelstellingen de rode draad in het Belgische beleid betreffende de ontwikkelingssamenwerking. De integratie van de MDG's in de Belgische ontwikkelingssamenwerking maakt ook deel uit van een uitvoerige rapportage vanwege de DGD. Dit gebeurde van 2005 tot 2009, in uitvoering van de wet van 14 juni 2005 en aan de hand van exhaustieve MDG-rapporten die aan het Parlement werden bezorgd. Vanaf 2010 werd de MDG-rapportering opgenomen in de jaarverslagen van de DGD waarbij telkens in detail werd ingegaan op enkele specifieke Millenniumdoelstellingen.

Het jaarverslag van 2014 is nog in opmaak en zal het in detail hebben over de MDG 3, gendergelijkheid bevorderen en de positie van de vrouw verstevigen, MDG 4 en 5, het terugdringen van de kindersterfte en het verbeteren van de gezondheid van de moeder. Het jaarverslag 2013 ging dieper in op MDG 1, extreme armoede en honger bestrijden, en MDG 2, basisonderwijs voor iedereen toegankelijk maken. Het jaarverslag 2012 vertelde ons meer over MDG 6, hiv, aids, malaria en andere ziekten bestrijden, MDG 7, het zorgen voor een duurzaam milieu en MDG 8, een wereldpartnerschap voor ontwikkeling creëren.

Inzake MDG 1 lag de Belgische klemtoon vooral op landbouw en voedselzekerheid wat een van de vier prioritaire sectoren is van de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

Alle interventies van de DGD in de onderwijssector sluiten sinds 2002 aan bij MDG 2. Zo financiert ons land sinds 2002 het Global Partnership for Education en lag België, samen met Nederland, Noorwegen en Italië, aan de basis van een trustfonds dat interventies van de GPE mogelijk maakt. Dit fonds heeft ondertussen een kapitaal van meer dan 2,2 miljard euro aangezogen en steunt het basisonderwijs in 57 landen.

De inspanningen inzake MDG 3 concentreerden zich onder meer op seksuele en reproductieve gezondheid, de strijd tegen huishoudelijk geweld via rechteneducatie en programma's van microfinanciering ter ontwikkeling van spaar- en kredietfaciliteiten voor vrouwen.

Wat de MDGs 4 en 5 betreft, werd vooral de focus gelegd op de ondersteuning van de gezondheidssystemen waarvan moeders en kinderen de hoofdgebruikers zijn.

Inzake MDG 6 vormde de strijd tegen aids een prioriteit, zowel via de gezondheidsprogramma's, de ondersteuning van onderwijs, landbouw en landelijke ontwikkeling als via infrastructuurprogramma's in de partnerlanden.

Voor MDG 7 ging onder meer veel aandacht uit naar duurzaam beheer van het bosbestand en de bescherming van de biodiversiteit in de Democratische Republiek Congo, terwijl de toegang tot water en sanitaire voorzieningen in Ecuador veel aandacht kreeg.

Voor de realisatie van MDG 8 ging bijzondere aandacht naar het streefdoel om, in samenwerking met de farmaceutische sector, essentiële geneesmiddelen beschikbaar en betaalbaar te maken in ontwikkelingslanden.

Wat de integratie van de Millenniumdoelstellingen in hun geheel betreft is er geen onafhankelijke Belgische evaluatie beschikbaar. Wel hebben de diensten van de Bijzondere Evaluator in de loop van de jongste jaren heel wat interventies van de Belgische Ontwikkelingssamenwerking onderzocht waarbij ook een analyse werd gemaakt van de mate waarin deze interventies hebben bijgedragen tot het realiseren van de Millenniumdoelstellingen. Recent ging het onder meer nog om de bijdragen tot MDG 7. Ook de evaluaties van een aantal sectorale beleidsnota's bevatten informatie die relevant is over de al dan niet geslaagde integratie van MDG's in de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

Een tweede onderwerp, de Sustainable Development Goals en de Belgische accenten in het debat over post-2015.

De voorbereidingen van de post-2015 agenda maken het onderwerp uit van een uitvoerig overleg tussen zowel de federale als de gefedereerde entiteiten, en bij gelegenheid ook met de betrokken lokale overheden. Dit gebeurt zowel op ambtelijk als op beleidsniveau waarbij Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Zaken geen monopolie op de agenda hebben.

Het is meer in het bijzonder het interministerieel comité voor duurzame ontwikkeling dat zorgt voor gecoördineerde adviezen aangaande de Belgische standpunten. Deze standpunten worden geformaliseerd in een formaat CoorMulti, het officiële mechanisme voor het consolideren van de Belgische standpunten bij dit type onderhandelingen in VN-verband. Hierbij zijn er uitvoerige contacten tussen de regering, de bevoegde administraties en het maatschappelijk middenveld. Ook de adviezen van de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling brachten een belangrijke input voor de Belgische positiebepaling.

Ik heb de Federale Raad gevraagd om ook dit jaar in zijn werkzaamheden prioritaire aandacht te besteden aan de post-2015 agenda. De participatieve aanpak vormt dus een essentieel element van de voorbereiding van de post-2015 agenda.

Voor de Europese besluitvorming gebeurt het overleg in het kader van het Belgisch institutioneel mechanisme dat daarvoor bevoegd is, de DGE Coördinatie. De Belgische accenten in dit debat werden en worden voornamelijk gelegd op ongelijkheden en op het thema van sociale bescherming. Er bestaat een duidelijke Belgische consensus over dat deze twee aspecten cruciaal zijn voor het bereiken van de MDG's die nog niet werden behaald. Principes zoals een universele agenda, een rechtenbenadering, de ambitie *to leave no one behind* en het streven naar een transversaal karakter voor milieu- en nieuwe doelstellingen zijn

hierbij vanzelfsprekend essentieel.

Ik meen overigens te mogen stellen dat zowel het rapport van de Open Ended Working Group als het syntheserapport van VN-secretaris Ban Ki-moon zeer goede en evenwichtige insteken bieden bij de komende onderhandeling. Er bestaat een groeiende consensus over het feit dat we werken naar zeventien doelstellingen, met tot nu toe 169 gedefinieerde meetpunten.

Vanuit de filière Ontwikkelingssamenwerking heb ik de volgende prioriteiten naar voren geschoven. Ten eerste, inclusieve en duurzame economische groei. Dat is ook een van de elementen die ik in mijn algemene beleidsnota naar voren heb geschoven. Ten tweede, seksuele en reproductieve gezondheidsrechten. Ten derde, een multilateraal systeem dat minder versnipperd is en op maat van de nieuwe doelstellingen is. Tenslotte, het voluit gebruikmaken van de nieuwe kansen die digitalisering en technologie bieden.

In een derde punt zal ik over de middelen antwoorden.

Slechts een handvol EU-lidstaten behaalt de 0,7 %-norm. Ons land hoort daar niet bij. Het regeerakkoord stelt dat België inspanningen zal leveren om in de mate van het budgettair mogelijke die norm te bereiken. Ik hoef er tegelijk geen doekjes om te winden dat ingevolge de economische crisis en het noodzakelijk budgettair besparingsbeleid op korte termijn niet in een verhoging van de middelen voor Ontwikkelingssamenwerking is voorzien. Wel integendeel, in 2015 en 2016 zal mijn departement geconfronteerd worden met besparingen ten belope van 160 miljoen euro die zullen oplopen tot 250 miljoen in 2019. Dat is nu eenmaal de context binnen dewelke gewerkt wordt. In een dergelijke context komt het er meer dan ooit op aan om onze instrumenten zo doelmatig mogelijk in te zetten, met een zo maximaal mogelijk effect op de ontwikkeling van ontwikkelingslanden. Zoals ook het post-2015-debat aantoonde, gaat ontwikkeling over veel meer dan hulp, budgetten en percentages. Ons beleid dient te worden afgerekend op de impact van onze ontwikkelingshulp, veeleer dan op de omvang van onze uitgaven.

Het zou evenwel een vergissing zijn om de hele SDG-agenda te verengen tot een louter debat over de omvang van de officiële ontwikkelingshulp, de ODA. Het gaat over zoveel meer: de mobilisering van eigen fiscale inkomsten, buitenlandse investeringen, handel, *remittances* enzovoort. In het verleden werd geen enkel land uit de armoede gehaald door ontwikkelingshulp alleen. Dat zal ook in de toekomst niet gebeuren. Wij moeten er vooral voor zorgen dat de ODA werkt als een hefboom op ontwikkeling. Daarbij is de omvang van het budget niet alles, het is misschien zelfs niet het belangrijkste. De impact en de resultaten zijn minstens even belangrijk.

De beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling zal dan ook meer dan ooit centraal komen te staan. Mijn voorganger heeft daartoe reeds een aantal institutionele mechanismen opgericht, waaronder de interdepartementale commissie voor beleidscoherentie, een adviesraad en een ngo-platform.

Binnen de DGD werd ook een nieuwe cel opgericht die de nieuwe ambitie voor een verhoogde beleidscoherentie moet ondersteunen. Ik heb in dat licht dan ook alle Belgische actoren uitgenodigd voor een diepgaande reflectie aangaande de weg voorwaarts. In een snel veranderende wereld komt het erop aan dat ook de gehele Belgische ontwikkelingssamenwerking voldoende hervormd wordt zodat zij ook in het toekomstige ontwikkelingskader voldoende relevant en performant blijft.

Wat het thema vrouwen en de problematiek van ongelijkheid betreft, spreekt het voor zich dat de genderproblematiek van fundamenteel belang is voor een doeltreffend ontwikkelingsbeleid. Ik verwijs ter zake naar de hoorzitting over mijn beleidsverklaring, die in november vorig jaar in dit Huis heeft plaatsgevonden en waarbij ik een bijzondere aandacht heb besteed aan dat thema. De bijzondere aandacht die ik in het post-2015-debat wil schenken aan de problematiek van de groeiende ongelijkheid en aan seksuele en reproductieve gezondheidsrechten kadert evenzeer in het grote belang dat ik aan de genderproblematiek hecht.

Het onderwerp klimaat, de milieudimensie en in het bijzonder de klimaatverandering, moet een cruciale plaats krijgen in het post-2015-kader, waarbij het volgens mij niet mag gaan om het maken van een keuze tussen ontwikkeling en armoedebestrijding, enerzijds, en het vrijwaren van het leefmilieu, anderzijds. Dat geldt ook voor een van de aspecten van milieuduurzaamheid: het budgettaire en financiële plaatje.

Een modern ontwikkelingsbeleid moet per definitie milieubewust zijn en een modern klimaatbeleid moet per definitie ontwikkelingsbewust zijn. De twee moeten samen op een geïntegreerde manier aangepakt worden.

Dat die mogelijkheid wel degelijk bestaat en vooral ook kansen biedt werd recent nog aangetoond in het nieuwe klimaat-economie-rapport. De opwarming van de aarde moet als een grondoorzaak van onderontwikkeling beschouwd worden. De Belgische ontwikkelingssamenwerking zal daarom bijzondere aandacht blijven besteden aan ontwikkelingsrelevante klimaatfinanciering.

Voor een verdere discussie over dit onderwerp ben ik natuurlijk afhankelijk van de voorzitter en de leden van deze commissie. Als men een meer gefocuste discussie over de SDG's wil hebben – een zeer belangrijk onderwerp – dan ben ik absoluut bereid om voor september daaraan een moment te besteden.

De **voorzitter**: Ik wil direct reageren op wat de minister heeft gezegd. Wij zullen dat binnenkort starten. In de loop van de maand juni zullen wij de gelegenheid krijgen om hierover uitgebreid met elkaar van gedachten te wisselen.

Ik geef nu het woord aan mevrouw Van Hoof voor haar repliek.

03.05 Els Van Hoof (CD&V): Mijnheer de minister, wij gaan uiteraard ook in op het aanbod van de minister. Wij zullen in een momentum voorzien.

In het Vlaams Parlement werd trouwens een resolutie goedgekeurd waarin men zelfs evolueert naar een Staten-Generaal over de Millenniumdoelstellingen. De federale overheid is nog altijd de grootste financier van de ontwikkelingssamenwerking. In die zin verdienen wij het om daaromtrent een nog groter forum te maken. Ik zou er dan ook niet alleen voor pleiten om er in het Parlement over te spreken, maar er ruimer over te debatteren. U hebt waarschijnlijk ook – ik herinner het mij niet goed – het momentum meegemaakt in het Parlement waarbij senioren kwamen pleiten voor de Millenniumdoelstellingen en de uitvoering ervan. U hebt waarschijnlijk ook een tatoeage gekregen, die moeilijk te verwijderen is. Het thema leeft dus enorm en zal in de aanloop naar september nog sterker leven dan vandaag. Het momentum is dus aanwezig om hier iets rond te organiseren. Ik pleit er ook voor, voortgaand op de resolutie die is aangenomen in het Vlaams Parlement, om ook op Belgisch niveau een groter forum te wijden aan de Millenniumdoelstellingen.

Ik dank u in ieder geval voor uw uitvoerig antwoord en kijk ernaar uit om kennis te nemen van de evaluatie in het document.

Ik zou willen ingaan op de accenten die u zelf naar voren hebt geschoven. Er waren bepaalde accenten die herkenbaar overkomen, gelet op de besprekingen in het Parlement. Er zijn ook een aantal nieuwe accenten in het debat, zoals digitalisering – een interessant element – en het multilaterale aspect en de versnippering.

Hoe komt u tot deze twee bijkomende gegevens? Waarom stapt u af van een ander element dat u tijdens de besprekingen hebt vermeld, namelijk de sociale bescherming en de sociale zekerheid, het opbouwen van sociale tegenmachten en waardig werk? Ik dacht dat dit een van de ankerpunten was die in het verleden naar voren werden geschoven, zeker vanuit het middenveld. Hoe gaat u daarmee om? Waarom valt dat aspect weg uit de vier accenten?

Een belangrijk element zijn de seksuele en reproductieve rechten. Ik kan niet sterk genoeg benadrukken in welke mate daarin wordt ingegrepen. De collega die naar New York is gegaan, weet ook dat de coalitie om hieraan afbreuk te doen, almaar groter wordt. Ik heb twintig jaar geleden deelgenomen aan de wereldconferentie over de vrouw in Peking. Het was toen zeer duidelijk dat de coalitie heel klein was. Keer op keer, in 2005 en 2015, merkt men op dat de coalitie groeit om afbreuk te doen aan wat een fundamenteel recht is van vrouwen om hun leven te kunnen organiseren.

Ik ben onlangs op missie geweest naar Gabon in het kader van de problematiek van kindhuwelijken. Daar valt enorm op hoe het element van seksuele rechten nog taboe is en dat het gratis ter beschikking stellen van anticonceptie helemaal nog niet bespreekbaar is, zelfs bij Afrikaanse parlementsleden. Er bestaat geen degelijke wetgeving rond seksuele rechten en het pas vanaf 18 jaar kunnen huwen en seksuele relaties kunnen hebben. In Europa bestaat daarover een wetgeving, maar niet in Gabon. Wanneer iemand zwanger wordt, moet men daar trouwen, zoals dat ook bij ons in het verleden het geval was. Dat zijn archaïsche zaken, zeker als men vandaag spreekt over digitalisering en technologie.

Ik denk dat wij heel begaan moeten zijn met die seksuele en reproductieve rechten, gelet op wat er vandaag in New York gebeurt en de echo's die we opvangen vanuit Afrikaanse landen, zoals Soedan, waar er tegenstand ontstaat tegen die rechten. Dat was in het verleden niet het geval. In 1995 was men daarover

veel opener dan vandaag.

Ik kan alleen maar benadrukken dat u daaraan veel aandacht moet besteden.

03.06 Rita Bellens (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het is goed te vernemen dat u een opening maakt om in de toekomst samen te zitten rond de SDG's en daarover een debat te voeren.

Ik kijk ook uit naar de analyse van de MDG's die u hebt gemaakt.

Ik denk dat vooral het overleg met alle actoren heel belangrijk is, maar ook met de verschillende niveaus, onder andere het interministerieel comité. Wij zijn daarvoor zeker vragende partij.

03.07 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, comme ma collègue, je tiens à insister sur ce thème.

Je suis heureuse que vous ayez rappelé que la santé sexuelle et reproductive constituait pour vous une priorité. Nous devons tous y être attentifs. En effet, à New York, j'ai constaté qu'il existait un front puissant qui souhaitait faire régresser cette question. C'est pourquoi il importe que l'Europe en général et la Belgique en particulier essaient de faire barrage contre tout mouvement refusant ces droits. Nous sommes en 2015. Or certains veulent remettre en cause les droits des femmes.

On parle aussi des droits des petites filles et des petits garçons. Mon attention a été attirée sur la question des adolescentes, qui ne font partie d'aucun de ces deux groupes. Dès lors, elles ne sont pas suffisamment prises en compte. Je pense au problème des mariages forcés et précoces. D'aucuns considèrent qu'une adolescente de 15 ans n'est plus une petite fille, mais est déjà une femme et peut, par conséquent, être mariée sans aucune difficulté. Nous devons donc aborder cette question de manière très précise.

Pour le reste, le débat portant sur les Objectifs du Millénaire a bien progressé. J'aimerais connaître votre position sur les dix-sept objectifs. En effet, certains voudraient les contester. Je crains alors que les thèmes liés à la santé sexuelle et reproductive soient remis en cause. Comment se positionne la Belgique à cet égard? De même, la question des indicateurs me semble primordiale. En effet, les indicateurs qui seront choisis détermineront aussi la manière d'envisager les choses sur cette question.

Enfin, j'entends qu'il y a toute une série d'instances institutionnelles qui sont mobilisées dans le cadre de cette question. C'est très bien mais il me semble essentiel que nous puissions avoir des échanges sur ce qui est discuté dans ces instances et que nous puissions avoir un retour sur ce qui y est décidé pour qu'il y ait un jeu d'ascenseur entre notre parlement et ce qui se passe dans ces cénacles institutionnels auxquels nous ne sommes pas nécessairement conviés.

Voilà, monsieur le ministre, ce que j'avais envie d'ajouter aux réponses que vous nous avez formulées.

03.08 Minister Alexander De Croo: Mijnheer de voorzitter, indien ik mag, wil ik graag op een paar punten reageren.

Mevrouw Van Hoof, ik herhaal een van de elementen uit mijn antwoord.

De Belgische accenten in het debat werden en worden vooral op ongelijkheden en op het thema van sociale bescherming gelegd. Ik schuif dat dus wel degelijk naar voren, zoals ook in mijn beleidsverklaring stond. De oplijsting die ik daarna heb gemaakt en waarin onder andere digitalisering voorkomt, behelst bijkomende thema's die ik naar voren schuif.

Waarom heb ik de VN Fit for Purpose daar naar voren geschoven? Dat is, omdat er in mijn ogen vandaag een probleem is op het gebied van de groei van de VN-structuren, waarbij soms de vraag kan worden gesteld of een en ander nog past bij wat wij echt moeten doen.

Digitalisering en technologie heb ik aan de lijst toegevoegd omdat ze in mijn ogen vandaag elementen zijn die enorm veel mogelijkheden bieden om mensen hun capaciteiten uit te bouwen. Deels vormen zij ook een bedreiging op het gebied van mensenrechten. Ons land heeft dat thema er inderdaad bij geplaatst. De grote fout zou zijn, mochten wij dat thema vandaag niet meenemen.

Ik deel uw bezorgdheid over seksuele en reproductieve rechten. U spreekt over een aantal Afrikaanse landen. Ook in Europa is er een eilandje dat in die context absoluut niet helpt. De kwestie is dus absoluut niet evident.

Selon la stratégie actuelle, nous sommes en train de passer de la discussion des dix-sept objectifs vers la discussion des cent soixante-neuf indicateurs. Nous essayons de consolider ce qui se trouve déjà dans les dix-sept objectifs. Si nous rouvrons les débats, par exemple en ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs, nous pourrions perdre des choses qui sont déjà acquises! Parmi les cent soixante-neuf indicateurs, une quarantaine sont difficilement mesurables ou ne sont pas vraiment pertinents.

Certains disent que le fait d'avoir dix-sept objectifs ne simplifie pas les choses. Il y en avait huit avant. La perspective est différente. Les Objectifs du Millénaire étaient assez axés Nord-Sud, tandis que les *Sustainable Development Goals* incluent tout le monde. Le fait de pouvoir réduire les priorités mondiales de développement de cent nonante-quatre pays vers dix-sept objectifs, ce n'est peut-être pas si mal que cela!

Mais il est vrai que ce que nous allons expliquer sera beaucoup plus important que les dix-sept objectifs et les cent soixante-neuf indicateurs; en effet, il sera assez compliqué de faire comprendre ce dont il s'agit exactement.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat wij dit debat in de diepte en de breedte voortzetten in de loop van juni, er is genoeg stof tot discussie.

Ik ben het eens met collega Van Hoof dat dit een bijzondere behandeling verdient. Ik meen ook dat wij na dat debat een follow-upstelsel moeten opzetten, maar dat is stof voor discussie voor later.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

Collega Pehlivan is ziek en heeft haar vragen laten omzetten in schriftelijke vragen.

03.09 Rita Bellens (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega Luykx vraagt of het mogelijk is zijn vraag nr. 1879 uit te stellen.

De **voorzitter**: Dat is goed. Wij zullen ze uitstellen.

04 Question de Mme Gwenaëlle Grovonius au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'UNRWA" (n° 1904)

04 Vraag van mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "UNRWA" (nr. 1904)

04.01 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, nous le savons, l'agence des Nations unies chargée de venir en aide aux Palestiniens, l'UNRWA, joue un rôle important dans l'aide d'urgence et la reconstruction dans la bande de Gaza.

Ce territoire a été dévasté par la guerre de l'été 2014, durant laquelle près de 2 100 personnes, essentiellement des civils, ont été tuées du côté palestinien. Depuis cet été meurtrier, ce territoire est toujours à l'état de ruines dans certains quartiers ou villages.

C'est dans ce contexte que la Conférence des donateurs qui s'est tenue au Caire, le 12 octobre dernier, a permis de recueillir 5,4 milliards de dollars de promesses qui, hélas, restent largement lettre morte jusqu'à ce jour, poussant le directeur de l'UNRWA, Robert Turner, à annoncer que l'agence des Nations unies va probablement devoir mettre un terme à une partie de son aide aux réfugiés si l'argent n'arrive pas de toute urgence.

Au niveau belge, traditionnellement, le ministre de la Coopération valide, en début d'année, des cadres de financement. Cela permet de décider dans quelle mesure les lignes budgétaires seront réparties entre les types d'acteurs humanitaires et les zones connaissant des crises.

J'aimerais dès lors, monsieur le ministre, vous poser les questions suivantes.

Avez-vous déjà demandé à l'administration de rédiger de tels cadres? Sinon, est-ce votre intention?

Comptez-vous prolonger les engagements de vos prédécesseurs concernant l'UNRWA? Quel est l'engagement politique et budgétaire de la Belgique comme acteur d'aide humanitaire sur les territoires palestiniens?

Enfin, quelle est l'évaluation de la situation sur le terrain au regard de vos compétences?

04.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je vous remercie pour votre question.

En ce qui concerne la rédaction et l'approbation des cadres de financement destinés au soutien de l'aide humanitaire belge, ainsi que la prolongation des engagements pris par la Belgique vis-à-vis du financement de l'UNRWA, en 2015, comme les années précédentes, ils ont été établis par mon administration pour optimiser la répartition des moyens budgétaires entre les différents intervenants humanitaires reconnus par la Belgique et qui bénéficient de son soutien financier.

En début de cette année, j'ai approuvé le cadre concernant la répartition d'octroi des financements à titre de contribution aux moyens généraux des organisations humanitaires pour 2015-2017. Cette répartition prévoit de financer les moyens généraux de l'UNRWA à hauteur de 6 250 000 euros en 2015, montant qui devrait être identique en 2016 et 2017, ce qui prolonge *de facto* les engagements pris par mes prédécesseurs en ce qui concerne le soutien financier à cette organisation.

En ce qui concerne l'évaluation de la situation sur le terrain, le 27 janvier, l'UNRWA a annoncé qu'elle a été forcée de suspendre son programme d'assistance en espèces (*cash assistance programme*) à Gaza, destiné à permettre à des dizaines de milliers de personnes d'entreprendre des réparations des maisons endommagées ou détruites, ainsi qu'à assurer l'octroi des subventions permettant la location de logements pour les sans-abri. Plus de 96 000 logements de réfugiés palestiniens ont été endommagés ou détruits pendant le conflit de l'été dernier. Le financement total requis pour ces réhabilitations d'urgence est estimé à 720 millions de dollars.

À ce jour, l'UNRWA n'a reçu que 135 millions de dollars en promesses de dons, soit un déficit de 585 millions de dollars. Si certains des fonds restent disponibles pour commencer la reconstruction des maisons détruites totalement, l'agence a épuisé tous les fonds pour soutenir les réparations et les subventions locatives. Cependant, grâce à sa contribution, la Belgique tient ses engagements et devrait pouvoir utilement apporter une contribution susceptible d'alléger les problèmes financiers actuels de l'UNRWA.

04.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Je suis heureuse d'entendre que la Belgique tient ses promesses et finance cette agence des Nations unies. Je n'ai nullement besoin de souligner la gravité de la situation sur place; c'est évidemment une catastrophe!

Je voudrais encore vous demander d'insister par tous les moyens possibles - avec votre collègue, M. Reynders -, auprès de vos collègues européens pour faire en sorte que chacun respecte ses engagements et que nous puissions effectivement contribuer à la reconstruction de la bande de Gaza. J'espère également que le résultat du scrutin d'aujourd'hui facilitera notre travail sur place.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de Mme Gwenaëlle Grovonius au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le service civil international" (n° 2073)

05 Vraag van mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de internationale civiele dienst" (nr. 2073)

05.01 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, pour mieux intégrer les

jeunes dans la société, l'une des possibilités qui s'offre à nous est le service civique par lequel des jeunes s'engagent volontairement dans des missions civiques, sociales ou encore culturelles. C'est dans ce cadre que le SCI, comme d'autres organisations, propose différentes activités qui permettent aux jeunes volontaires de développer leurs capacités de réflexion et d'engagement citoyen. Le SCI est ainsi reconnu par la DGD comme ONG d'éducation au développement, ainsi que comme organisation de jeunesse par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Monsieur le ministre, quelle évaluation dressez-vous de ce service civil international par rapport aux missions de la coopération et de la logique de solidarité internationale? Quel budget sera-t-il destiné, dans les années à venir, à ce service civil international? De nouvelles initiatives en la matière sont-elles prévues? Des synergies avec d'autres départements de l'État comme les Affaires étrangères ou la Défense sont-elles à l'étude ou envisageables?

05.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je vous remercie pour votre question tout à fait intéressante.

Les services civiques ne doivent pas être confondus avec l'ONG Service Civil International (SCI). Il s'agit de deux choses différentes.

Le SCI, projet international, est une ONG de jeunes. Il s'agit de la branche belge du SCI, mouvement pacifiste international, né en 1920 au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Au cours du XX^e siècle, le SCI s'est développé en créant des branches nationales un peu partout dans le monde, et en multipliant ses terrains d'action:

- lutte pour la reconnaissance de l'objection de conscience;
- remplacement du service militaire par un service civil international;
- organisation de projets internationaux de volontariat;
- échange de volontaires entre l'Ouest et l'Est en pleine guerre froide;
- lutte pour un monde pacifique et dénucléarisé;
- financement de projets dans les pays du Sud et en voie de développement.

Aujourd'hui, le SCI est présent dans une centaine de pays et propose des projets de volontariat dans des domaines très variés. Il s'occupe également de formation et de sensibilisation.

En Belgique, le SCI existe depuis 1947. Une branche francophone et une branche néerlandophone - la Vrijwillige Internationale Actie (VIA) -, ont vu le jour en 1974, suite à la fédéralisation de l'État.

Le SCI Belgique a été agréé comme ONG par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) en 1976. Il n'y a pas d'agrément spécifique comme ONG d'éducation au développement.

La mission essentielle du SCI est l'éducation au développement. Le cofinancement de la coopération belge est entièrement destiné à cette mission qui fait partie intégrante de celle de la coopération au développement. En effet, conformément à la note stratégique d'éducation au développement, la coopération belge veut contribuer à former des citoyens responsables, capables de prises de positions éclairées sur les grands enjeux mondiaux et la solidarité internationale, mais aussi conscients de leur capacité à influencer le changement vers un monde plus juste.

La Coopération belge au développement veut soutenir la mobilisation citoyenne en faveur de relations Nord-Sud équitables.

Les programmes des ONG sont appréciés *ex ante* par l'administration, selon des procédures rigoureuses. Le programme 2011-2013 de l'ONG SCI avait recueilli une mention finale "bon" comme avis général, avec acceptation intégrale du programme proposé. Au moment de l'évaluation de ce programme, l'administration avait jugé que les objectifs fixés avaient été largement atteints en termes quantitatifs.

Le programme 2014-2016 de l'ONG SCI, soumis à l'approbation de la DGD, avait également été jugé "bon" dans son ensemble, avec acceptation intégrale comme décision finale.

La Coopération belge au développement a dernièrement octroyé à l'ONG SCI un subside pour financer son programme 2014-2016, intitulé "Citoyenneté et solidarité" et dont les objectifs sont:

- la mobilisation des jeunes et des jeunes adultes dans les actions d'éducation, de sensibilisation, de solidarité en vue d'un échange social pour une société plus solidaire;
- le renforcement des acteurs de l'éducation formelle et informelle pour qu'ils intègrent ou améliorent dans leurs pratiques éducatives l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Ce budget s'élève à 193 117 euros pour 2014, à 198 143 euros pour 2015 et à 205 640 euros pour 2016. Les financements à partir de 2017 dépendent d'une procédure d'agrément qui est en cours.

Pour ce qui concerne votre dernière question, à notre connaissance, ces synergies ne sont pas à l'étude. Elles sont envisageables à l'initiative de l'ONG, puisque le droit d'initiative est garanti par la loi aux ONG.

05.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le président, je remercie M. le ministre pour sa réponse détaillée et les informations qui m'ont été communiquées.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Question de Mme Gwenaëlle Grovonius au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la coopération avec le Cambodge" (n° 2161)

06 Vraag van mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de ontwikkelingssamenwerking met Cambodja" (nr. 2161)

06.01 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, entre le 17 et le 24 janvier, j'ai participé à une mission organisée par Plan Belgique au Cambodge. L'objectif était, d'une part, de nous sensibiliser à la situation de l'éducation dans ce pays et, d'autre part, de nous présenter les projets éducatifs mis en œuvre par Plan Belgique et Plan Cambodge. Dans le cadre de cette mission, j'ai pu constater que, malheureusement, les besoins locaux en vue d'améliorer l'éducation restaient énormes, même si des avancées réelles peuvent être constatées.

Monsieur le ministre, quelle importance, tant sur le plan politique que budgétaire, donnez-vous au secteur de l'éducation? Je pense plus particulièrement à l'éducation des jeunes filles et des adolescentes. En effet, c'est bien à l'adolescence qu'une bonne partie d'entre elles sortent du système scolaire. Quels sont les organisations et projets soutenus par notre pays à cet égard? Le Cambodge est-il concerné par ces aides?

06.02 Alexander De Croo, ministre: Madame Grovonius, j'ai l'impression que vous êtes souvent partie à l'étranger. C'est une bonne chose!

Sur le plan politique, l'éducation se situe au cœur des deux axes stratégiques de la Coopération belge au développement: une approche fondée sur les droits et sur une croissance économique durable et inclusive. L'appui à l'éducation constitue ainsi l'une des thématiques sur lesquelles mise le gouvernement pour garantir un développement humain et social. Il s'agit d'un des quatre clusters, qui est au centre de l'attention de la Coopération belge au développement.

Un accent plus important sera dorénavant mis sur la qualité de l'enseignement. Sur le plan financier, en 2013, le soutien au secteur de l'éducation hors-bourses représentait 8 % de l'aide apportée par la DG Développement – soit plus de 92 millions d'euros. Consciente que la scolarisation des jeunes filles entraîne un impact positif sur le développement économique, social et humain, la Coopération belge est particulièrement attentive à la mise en œuvre de politiques et d'interventions assurant l'égalité entre les filles et les garçons dans l'accès à l'éducation. Elle est également convaincue que l'école constitue pour les filles le meilleur remède contre l'explosion démographique, les mariages précoces et la discrimination.

L'éducation représente l'un des secteurs prioritaires de la coopération gouvernementale belge dans quatre pays: la RDC, le Burundi, l'Ouganda et la Palestine, où la Belgique intervient de diverses manières – fonds communs, projets et programmes.

S'agissant de la liste exhaustive des acteurs indirects ou multilatéraux, je vous propose de vous l'envoyer par mail par souci de facilité. En effet, elle est assez longue et comporte des acronymes difficiles à prononcer.

06.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Je prendrai donc connaissance de cette liste que vous allez me communiquer.

Le gouvernement est en train de déterminer les pays prioritaires. Dans ce contexte, je tiens à attirer votre attention sur un point. En étant sur place, je me suis vraiment rendue compte que le fait de donner la priorité aux pays les plus pauvres est une chose importante mais, malheureusement, le Cambodge et d'autres pays d'Amérique latine sont considérés comme des pays déjà plus avancés. Malgré tout, il y reste encore du travail à faire, qui ne nécessite parfois pas beaucoup de moyens, si ce n'est une présence et une poursuite de la mobilisation de la société civile.

Il faut faire en sorte qu'on ne recule pas sur la question des droits sexuels et reproductifs et qu'on continue à avancer sur la question de l'éducation des femmes.

06.04 Alexander De Croo, ministre: Je suis d'accord avec vous quand vous dites qu'il faut mobiliser la société civile sur place. Les besoins restent accentués mais mon opinion est que dans ces pays, les ONG et les universités doivent demeurer présentes car elles constituent les meilleurs instruments pour s'occuper des problèmes dont vous avez parlé.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Fatma Pehlivan aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de genitale verminking van vrouwen" (nr. 2312)

- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "vrouwelijke genitale verminking" (nr. 2450)

- mevrouw Fabienne Winckel aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "vrouwelijke genitale verminking" (nr. 2998)

07 Questions jointes de

- Mme Fatma Pehlivan au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les mutilations génitales féminines" (n° 2312)

- M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les mutilations génitales féminines" (n° 2450)

- Mme Fabienne Winckel au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "les mutilations génitales féminines" (n° 2998)

07.01 Denis Ducarme (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, le Fonds des Nations unies pour la Population estime qu'environ 130 millions de jeunes femmes et de fillettes ont été victimes de l'excision de par le monde, principalement en Afrique. Les chiffres tendent à prouver que ces pratiques ne disparaissent pas avec le temps et ce, malgré une prise de conscience progressive de certains gouvernements et le rôle actif de certaines instances internationales comme l'Unicef ou le Fonds des Nations unies pour la Population.

Monsieur le ministre, les droits des enfants et les droits des femmes sont des priorités transversales de notre politique de coopération et je sais que vous y êtes engagé. Quelles sont les démarches prises par la Coopération belge pour lutter avec efficacité contre ces pratiques et préserver l'intégrité de ces jeunes filles? Par exemple, des actions spécifiques sont-elles mises en œuvre dans le cadre de nos accords avec les pays partenaires? En outre, des mesures spécifiques sont-elles également prises dans le cadre de nos programmes avec les pays partenaires pour préserver les droits sexuels et reproductifs des femmes?

07.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur le président, je répondrai à la question de M. Ducarme mais aussi à celles de Mmes Pehlivan et Winckel, étant donné que ces questions étaient jointes.

Monsieur Ducarme, la promotion et la protection des droits humains font partie des axes centraux de ma politique de coopération. La mutilation génitale est une violation grave des droits de la jeune fille ou de la

femme. Je crois fortement en l'autonomie et l'intégrité physique d'une personne. Elle a le droit de prendre des décisions autonomes qui concernent son corps.

Vooral inzake vrouwenbesnijdenis mogen we het culturele en traditionele element niet onderschatten.

De meest relevante partners om die problematiek op een concrete manier aan te pakken, zijn VN-instellingen die een specifiek mandaat hebben op dat vlak. De ervaring leert ons namelijk dat de VN-instellingen een duurzamer effect kunnen bewerkstelligen. Ze werken met lokale organisaties en overheden, alsook gezondheidswerkers en religieuze leiders. Niet het minst werken zij ook vaak met lokaal personeel. In islamitische landen wordt bijvoorbeeld gewerkt met imams. Genitale verminking heeft namelijk niets met de islam te maken. De traditie is veel ouder dan de islam, want wordt ook toegepast door niet-moslims, bijvoorbeeld in Ethiopië of Kenia.

Zowel UN Women als UNFPA werken rond genitale verminking. België steunt UN Women de voorbije drie jaar voor een totaalbedrag van 10 150 000 euro. De steun aan UNFPA voor die periode bedraagt 19 700 000 euro. Ook de steun aan UNICEF voor 17 miljoen euro per jaar en de Wereldgezondheidsorganisatie voor 7,3 miljoen euro per jaar moeten in die context gezien worden.

Via de bijdragen aan UNICEF en UNFPA draagt België ook bij aan het Joined Program on the Abandonment of Female Genital Mutilation or Cutting. Dat programma loopt in vijftien landen, waarvan drie partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, namelijk Mali, Senegal en Oeganda. Daarentegen is de Belgische bilaterale samenwerking niet meer gericht op een projectmatige aanpak. In het kader van de Verklaring van Parijs streeft België ernaar de partnerlanden zo veel mogelijk te ondersteunen in hun autonome aanpak van ontwikkeling.

Les efforts se cadrent plutôt dans le support au secteur de la santé. Au niveau bilatéral, la Coopération belge est active dans le secteur de la santé dans dix des dix-huit pays partenaires. Le montant consacré à la santé s'élevait à 54 millions d'euros. Le secteur non gouvernemental est aussi très actif. Le montant qu'il consacre au secteur de la santé s'est élevé à 43 millions d'euros en 2013. Il s'agit essentiellement d'appuis aux systèmes de santé, ce qui inclut la santé sexuelle et reproductive dans la lutte contre la mutilation génitale.

Op diplomatiek vlak ondersteunt België de partnerlanden in het nakomen van hun verbintenissen inzake vrouwenrechten. De politieke dialoog wordt in toenemende mate gecoördineerd met de aanwezige EU-lidstaten en met de delegatie van de Europese Unie. Zowel de Belgische als de Europese diplomatieke actie op het vlak van vrouwelijke genitale verminking steunt namelijk op de EU-richtlijnen.

Tenslotte, geef ik mee dat tijdens de Universal Periodic Review – het mensenrechtenexamen bij de VN in Genève waaraan alle landen onderworpen worden – België voor alle landen waar vrouwenbesnijdenis gebeurt, de aanbeveling heeft gegeven om die praktijk uit te bannen. In de algemene vergadering steunt België samen met de EU de Afrikaanse resolutie over het beëindigen van genitale verminking bij vrouwen.

07.03 Denis Ducarme (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour cette excellente réponse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président:** Monsieur Ducarme, je vous donne à nouveau la parole pour votre question n° 2448 sur le Partenariat Mondial pour l'Éducation. Vous êtes très actif pour un non-membre de cette commission!

07.04 Denis Ducarme (MR): Monsieur le président, je dois malheureusement partir.

Si vous le permettez, je vais donc transformer cette question en question écrite.

Le **président:** D'accord, monsieur Ducarme.

08 Vraag van mevrouw Els Van Hoof aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de erkenningsprocedure van de ngo's" (nr. 2617)

08 Question de Mme Els Van Hoof au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la procédure de

reconnaissance des ONG" (n° 2617)

08.01 Els Van Hoof (CD&V): Mijnheer de minister, de wet van 19 maart 2013, die het financieringskader van ngo's vastlegt, treedt pas vanaf 1 januari 2017 in werking. Daartoe zijn in 2015 en 2016 heel wat voorbereidende werkzaamheden nodig. Zo moeten de ngo's een bepaalde procedure doorlopen. Nu blijkt daar wettelijk gezien iets mis mee te zijn.

De vorige minister heeft bij koninklijk besluit vastgelegd op welke manier uitvoering moet worden gegeven aan de wet. Zo moeten ngo's, om te worden erkend, in de loop van 2015 worden gescreend aan de hand van een dossier dat zij uiterlijk op 31 december 2014 moesten hebben ingediend.

De Raad van State heeft echter bedenkingen gemaakt bij de datum van inwerkingtreding, namelijk 1 januari 2017, conform artikel 38, terwijl artikel 36 de voorwaarden opsomt waaraan ngo's moeten voldoen. Dat betekent dat, aangezien de wet nog niet in werking is getreden, de ngo's strikt genomen uiteraard niet weten aan welke voorwaarden zij moeten voldoen, ook al hebben ze ondertussen wel hun dossiers ingediend. Om die reden hebt u als bevoegde minister voorgesteld om bij wetswijziging onder andere artikel 38 onmiddellijk in werking te laten treden.

Ik heb een aantal veeleer technische vragen. De wijziging werd immers tijdens de Ministerraad van 6 februari 2015 goedgekeurd.

Ten eerste, tot op heden is de erkenningsprocedure nog bezig. Wat gebeurt er met de dossiers die eind december 2014 werden ingediend? Zullen de ngo's worden verplicht opnieuw een dossier in te dienen, conform de door de wet bepaalde voorwaarden? Zo ja, tegen welke uiterlijke datum moeten ze worden ingediend? Indien niet, op grond waarvan kunt u de ingediende dossiers aanvaarden, aangezien ze niet aan de wettelijke bepalingen voldoen?

Ten tweede, eenmaal het dossier bij de administratie is ingediend, zou een extern bureau worden aangesteld dat de erkenningscriteria zou vastleggen. Werde reeds een opdracht voor het opstellen van objectieve erkenningscriteria uitgeschreven? Zo ja, aan wie werd die overheidsopdracht toegewezen? Indien niet, wanneer zult u de beslissing ter zake nemen?

Ten derde, de erkenningscriteria die door een extern bureau zullen worden opgesteld, zullen binnen een door de overheid vastgelegd kader gebeuren. Op welke minimumcriteria zullen de ngo's worden gescreend, om hun erkenning te krijgen?

Ten vierde, na de erkenningscriteria is de volgende stap het opnieuw uitschrijven van een overheidsopdracht, waarbij een extern bureau de verantwoordelijkheid zal dragen om elke ngo te screenen op grond van nog te bepalen erkenningscriteria voor het ingediende dossier. Zijn daarvoor al stappen ondernomen? Zo ja, welke?

De procedure doet vragen rijzen. Het lijkt mij dat de ngo's een dossier moeten indienen zonder dat zij weten aan welke erkenningscriteria zij moeten voldoen. Graag krijg ik van u een antwoord hoe de procedure enige rechtszekerheid zal geven aan de ngo's, die nu in rechtsonzekerheid verkeren.

08.02 Minister Alexander De Croo: De erkenningsprocedure is van toepassing op alle actoren van de niet-gouvernementele samenwerking, dus niet enkel op de ngo's.

De actoren van de niet-gouvernementele samenwerking zullen in geen geval verplicht worden een nieuw dossier in te dienen. Er is een wetswijziging gepland waardoor artikel 26 van de wet eveneens reeds vanaf de inwerkingtreding van de wet, namelijk 9 januari 2014, in werking treedt. De wetswijziging werd door de IKW goedgekeurd, en ligt op het moment ter advies bij de Raad van State.

De wetswijziging voorziet erin dat niet-gouvernementele organisaties die dat wensen na de inwerkingtreding van de nieuwe wet een maand de tijd krijgen om het aanvraagdossier dat zij eind 2014 hebben ingediend, te vervolledigen.

De opdracht tot het opstellen van objectieve erkenningscriteria werd in oktober 2014 uitgeschreven en intussen toegewezen aan het bureau BBO. Dit bureau beantwoordde het beste aan de in het bestek opgenomen gunningcriteria.

De opdracht is op dit moment nog niet definitief opgeleverd. Na de definitieve oplevering zal de output van de opdracht publiekelijk bekendgemaakt worden door middel van, enerzijds, een ministerieel besluit en, anderzijds, een sectorbreed vormingsmoment. De sector zal, met andere woorden, voldoende middelen krijgen om zich de criteria eigen te maken, vóór de eigenlijke toetsing plaatsvindt.

Artikel 2, § 5, van het koninklijk besluit van 25 april 2014 bepaalt de algemene criteria voor de toetsing. De toetsing zal ervoor zorgen dat er bij elke niet-gouvernementele organisatie een adequatie bestaat tussen de complexiteit van haar ambities en haar beheerscapaciteiten.

Er zijn inderdaad reeds stappen ondernomen, in de zin dat een draftversie van het bestek in ontwikkeling is en dat er uitsluitend is over de te volgen procedure. Het zal gaan om een beperkte offertevraag met vooraankondiging. Veel verder kan de administratie op dit moment nog niet gaan, daar het ministerieel besluit een groot gedeelte van de inhoud van het tweede bestek zal bepalen.

Kortom, het wetsontwerp dat binnenkort wordt ingediend, zal de rechtsonzekerheid wegnemen. Wij proberen het foutje dat er bij mijn voorganger ingeslopen is, recht te zetten. De erkenning gebeurt om de tien jaar.

Wij proberen zo snel mogelijk de onzekerheid weg te nemen en geven hun de mogelijkheid om de dossiers te vervolledigen.

08.03 Els Van Hoof (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Uit het feit dat de studie nog niet is opgeleverd, maak ik op dat de erkenningscriteria nog niet bepaald zijn, daarop komt het neer. U kunt op dit moment nog niet zeggen wat de minimale erkenningscriteria zijn.

Wij zijn geïnteresseerd of het evolueert naar grotere ngo's. Vandaag zijn er 80 Waalse en 35 Vlaamse ngo's. Aan Vlaamse zijde werden in het verleden al heel wat inspanningen geleverd. Wordt die oefening voortgezet? Bij de vorige erkenning werd daarop immers de nadruk gelegd.

Ik denk dat het van belang is dat de sector snel op de hoogte wordt gebracht van de erkenningscriteria. De dossiers die werden ingediend, zijn immers gebaseerd op criteria die men vandaag niet kent. Ik hoop dat de toetsing toelaat om bijkomende informatie te verstrekken; men dient immers dossiers in zonder te weten wat de toetsingscriteria zijn.

Ik wil ervoor pleiten dat u de ngo's de kans biedt hun dossiers aan te vullen, aangezien men de criteria waarop die gebaseerd zijn, vandaag nog niet kent.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de Mme Gwenaëlle Grovonius au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'évolution des ressources humaines à la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire" (n° 2696)

09 Vraag van mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de evolutie van de human resources bij de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire Hulp" (nr. 2696)

09.01 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, l'accord de gouvernement prévoit une diminution linéaire du personnel dans différentes administrations publiques. Cette politique en ressources humaines s'appliquera bien évidemment également à votre département.

Ainsi, si en 2014 les effectifs de la DGD sont de 150 personnes, ils ne seront plus que de 110 personnes d'ici quatre ans. Au-delà des effectifs, il semblerait qu'une réforme de la gestion de votre département soit envisagée via un plan de management.

Monsieur le ministre, quelle est votre vision en matière de gestion des ressources humaines au sein de votre département et du fonctionnement de celui-ci?

Quel est le plan de management actuellement d'application? Montre-t-il des lacunes? Comptez-vous éventuellement l'améliorer?

La Cour des comptes souligne que, dans son plan de management 2013-2019, le directeur général indique que "la DGD ne dispose plus de moyens humains suffisants pour remplir correctement sa mission, tant pour ce qui concerne l'expertise sectorielle fondamentale que les aptitudes essentielles, entre autres en matière de contrôle financier". La Cour conclut qu'une analyse prospective de l'impact des évolutions réglementaires sur les effectifs et compétences utiles n'a pas été réalisée et recommande qu'une "évaluation de l'effectif et des compétences nécessaires à la réalisation des objectifs de la DGD soit menée". Comment vous positionnez-vous face à cette analyse de la Cour des comptes?

Par ailleurs, il semblerait que la direction d'encadrement P&O va entamer une "analyse de la charge de travail" au sein de votre département. Confirmez-vous cette information? Pouvez-vous m'indiquer à quelle fin et comment?

Il semblerait que l'on recoure de plus en plus à la privatisation de services essentiels rendus par la DGD. Serait-il possible d'avoir des informations précises sur les différents contrats d'*outsourcing* passés depuis 2014? Quels sont les types de services ainsi privatisés? Pour quelles raisons? Et surtout, à quel prix?

Enfin, quelle concertation est-elle menée avec les partenaires sociaux dans la gestion future des ressources humaines et des effectifs au sein de votre département?

09.02 Alexander De Croo, ministre: Madame, comme vous le savez, mon collègue M. Reynders a annoncé une réflexion en vue d'une meilleure efficacité dans l'ensemble des départements. Le comité de direction mène cette réflexion dans un contexte plus large.

La DGD est une direction opérationnelle du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement. À ce titre, elle est tributaire de la politique RH, en ce qui compris la vision menée par la direction d'encadrement P&O du SPF, dont la mission a pour objectif central d'assurer l'encadrement et le soutien en matière de personnel et d'organisation aux objectifs de management du SPF.

Cette mission consiste principalement à perfectionner en permanence la politique de gestion des ressources humaines en accordant une attention particulière au volet "diversités".

Le plan de management 2013-2019, qui est d'application actuellement, est celui de l'ancien directeur général, Peter Moors. C'est à son successeur qu'il reviendra d'en rédiger un nouveau et d'y apporter, si nécessaire, des mesures correctives. Dans l'état actuel des choses, le directeur général *ad interim* ne peut qu'appliquer le plan de management existant. À l'heure actuelle, la DGD n'est pas encore en possession du rapport définitif de la Cour des comptes. Toutefois, il est exact que l'effectif de la DGD se contracte depuis plusieurs années.

Dire que la DGD ne dispose de plus de moyens humains suffisants pour remplir correctement sa mission, tant pour ce qui concerne l'expertise sectorielle fondamentale que les aptitudes essentielles, me semble exagéré, d'autant que le plan de management 2013-2019 du directeur général pour faire face à ce constat propose de fixer cet objectif, dont le fil rouge est la nécessité de se concentrer sur les tâches essentielles et de poser des choix stratégiques.

On trouve en filigrane du plan de management qu'il conviendra, en outre, d'opérer des choix et de fixer des priorités. La DGD ne doit pas être sur tous les fronts mais, au contraire, se concentrer sur les tâches essentielles qui entrent dans son champ d'expertise, sur les dossiers où elle peut, avec les agences d'exécution CTB et BIO apporter une plus-value ou encore sur les tendances internationales, auxquelles elle peut se rallier, en programme conjoint, comme par exemple la lutte contre les flux financiers illicites.

D'ailleurs, la contraction des budgets, la réduction des objectifs et la baisse des moyens de fonctionnement incitent déjà la DGD à s'engager dans cette direction. Toutes ces dispositions devraient en principe permettre à la DGD de remplir ses missions essentielles avec un effectif réduit si, toutefois, on lui laisse l'opportunité de se concentrer sur son *core business*. Si, en effet, une étude prospective des compétences effectives, dont disposent les membres du personnel de la DGD, n'a pas encore été réalisée, la DGD peut néanmoins faire valoir des atouts de taille, par exemple une grande expertise et un vaste réseau dans les pays d'intervention, la compétence des deux agences d'exécution CTB et BIO et un personnel de qualité.

Qualité et expertise ont été renforcées grâce à une politique de recrutement très, très sélective et à une politique de formation soutenue par le management.

La DGD fait régulièrement appel à des bureaux d'étude et de consultants externes pour évaluer des programmes et des projets, pour les analyses conceptuelles et pour la coordination des formulations des futurs programmes.

En ce qui concerne la concertation sociale, elle est menée au niveau des SPF entre le président du comité de direction, différents services de direction et les trois organisations syndicales représentatives actives au sein du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement.

09.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Je ne doute pas que nous aurons encore des débats sur cette question dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Étant donné la réflexion plus générale en cours au niveau du SPF Affaires étrangères, j'insiste pour que la concertation sociale soit la plus poussée possible car c'est un élément important dans ce genre de réforme.

Je ne suis pas tout à fait convaincue du fait qu'en se concentrant sur ses missions que vous qualifiez d'essentielles – encore faut-il qu'on soit d'accord sur ce qu'on qualifie d'essentiel –, la DGD parviendra, avec les budgets actuels et le personnel dont elle dispose, à faire son travail de la meilleure manière qui soit. Je pense donc que nous devons vraiment repenser de cette question.

Par ailleurs, je n'ai pas eu de réponse précise concernant le coût des missions allouées aux consultants externes.

09.04 Alexander De Croo, ministre: En ce qui concerne votre dernière question, je possède un tableau détaillé. Je vais vous le transmettre.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 Vraag van mevrouw Rita Bellens aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de reductie van het aantal bilaterale partners van de Belgische ontwikkelingssamenwerking" (nr. 2704)

10 Question de Mme Rita Bellens au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la diminution du nombre de partenaires bilatéraux de la coopération au développement belge" (n° 2704)

10.01 Rita Bellens (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in uw beleidsbrief gaf u reeds aan dat u het aantal bilaterale partners van de Belgische ontwikkelingssamenwerking wilt verminderen van achttien naar vijftien landen. Uiteraard kunnen voor deze cruciale keuze heel wat criteria in aanmerking worden genomen, maar mij lijkt het dat sommige daarvan *incontournable* zijn. Het is belangrijk bij die beslissing dat alles bespreekbaar is en dat er eventueel wordt nagedacht over de zogeheten heilige huisjes.

Hoe ver zijn de gesprekken gevorderd met betrekking tot die keuze? Welke landen zou u willen behouden en waarom? Welke landen zou u eventueel willen schrappen en waarom? Alles overwegende, welke landen zou u eventueel toevoegen aan de lijst en waarom?

Welke criteria hebt u gehanteerd voor die keuze? Wordt in het licht van de beleidscoherentie inzake de bilaterale partners ook overleg gepleegd met de deelstaten?

Is er een tijdspad waarbinnen u meent het traject te kunnen afronden en wanneer mogen wij dat ongeveer verwachten? Hoe past dit tijdspad in de totale planning van de hervormingen? U had immers gezegd de nodige tijd te zullen uittrekken om het hele systeem van de Belgische ontwikkelingssamenwerking te onderzoeken en om een aantal beslissingen te nemen. Wat is volgens u het tijdschema voor het totale plaatje?

10.02 Minister Alexander De Croo: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Bellens, uw vraag is nog een heel klein

beetje prematuur.

Het regeerakkoord bepaalt dat de regering het aantal partnerlanden zal herleiden tot maximaal vijftien. Dit dient bij te dragen tot een grotere concentratie van de beschikbare middelen voor ontwikkelingssamenwerking. Voorts stelt het regeerakkoord dat de inspanningen zullen worden toegespitst op enkele geografisch homogene regio's waar armoede en instabiliteit groot zijn en onder meer een impact hebben op de migratiestromen naar ons land, zoals onder andere de regio's van de Grote Meren en Noord-Afrika. In mijn beleidsverklaring heb ik dit uitgebreid tot Noord- en West-Afrika.

De gesprekken binnen de regering over de selectie van deze vijftien partnerlanden zijn volop aan de gang. Ik kan u hierover op dit ogenblik niet veel vertellen. Ik hoop dat de regering binnen enkele weken deze beslissing zal kunnen nemen. Uiteraard ben ik bereid om op dat ogenblik deze beslissing te komen toelichten. Ik hoop dan ook dat de regering over enkele weken een beslissing zal kunnen nemen over de vijftien partnerorganisaties van de multilaterale samenwerking, want die loopt parallel en is ook in het regeerakkoord opgenomen.

Bij de keuze van de vijftien partnerlanden wordt uitgegaan van de volgende criteria, die opgenomen zijn in artikel 16, § 1, van de wet van 2013 inzake de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

Ten eerste, de graad van armoede en ongelijkheid in het partnerland. Ten tweede, het comparatieve voordeel van de Belgische ontwikkelingssamenwerking en de rol die zij in het partnerland kan spelen. Ten derde, de inspanningen die het partnerland levert tot zijn socio-economische ontwikkeling. Ten vierde, de inspanning van het partnerland inzake goed bestuur en mensenrechten. Ten laatste, het relatieve belang van de Belgische ontwikkelingssamenwerking in het partnerland, in termen van volume, en het bestaan van een taakverdeling tussen het partnerland en de donoren, met name de andere lidstaten van de Europese Unie. België streeft ernaar tot de belangrijkste donoren te kunnen behoren.

De selectie van de vijftien partnerlanden zal worden gebaseerd op de bovenvermelde criteria, op een evaluatie van onze samenwerking met de huidige achttien partnerlanden en op een analyse van andere landen die behoren tot de twee geografisch homogene regio's Noord- en West-Afrika en de regio van de Grote Meren.

De beslissing over de vijftien partnerlanden van de Belgische samenwerking vormt, net als de beslissing over de vijftien multilaterale partnerorganisaties, zijn inderdaad een onderdeel van een grotere hervormingsagenda met betrekking tot de Belgische ontwikkelingssamenwerking. Ik denk bijvoorbeeld aan de invoering van een geïntegreerd beleid waarin de verschillende actoren van de Belgische ontwikkelingssamenwerking elkaar versterken.

Voorts heb ik aan de BTC en de BIO gevraagd of er volgens hen wijzigingen nodig zijn aan de wetgeving op die twee organisaties. Beide pleiten voor de invoering van meer soepelheid, zodat zij vlugger kunnen reageren op nieuwe situaties. De huidige procedures in de Belgische ontwikkelingssamenwerking zijn vrij star en rigide. Daardoor kunnen wij onvoldoende alert reageren op nieuwe uitdagingen of gewijzigde situaties. Ik zal dus in de loop van dit jaar verschillende wetswijzigingen voorstellen aan de Ministerraad en vervolgens aan het Parlement.

10.03 Rita Bellens (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik dacht dat ik mijn vraag maar beter op tijd kon stellen.

Ik heb nog één vraag. U zei dat u daarover zult beslissen en dat u dan naar het Parlement zult komen. Het zou, omwille van de democratie, toch leuk zijn, mocht u ook overleg plegen met deze commissie in verband met de partnerlanden die geselecteerd zullen worden. Dat zou ik enorm appreciëren.

10.04 Minister Alexander De Croo: Ik begrijp uw vraag naar democratie. Democratie betekent ook het respecteren van de wet. Wat ik omschreven heb, is hoe het vandaag in de wet staat.

De **voorzitter:** Dank u. Vanuit de oppositie steunt men de vraag van de meerderheid, mijnheer de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

11 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Rita Bellens aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de ontwikkelingssamenwerking met Uganda" (nr. 2931)

- de heer Stéphane Crusnière aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de opschorting van een deel van de Belgische steun aan de medische sector in Uganda" (nr. 3008)

- de heer Wouter De Vriendt aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "Uganda" (nr. 3027)

- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de gedeeltelijke opschorting door België van de ontwikkelingshulp aan Uganda" (nr. 3065)

11 **Questions jointes de**

- Mme Rita Bellens au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la coopération avec l'Ouganda" (n° 2931)

- M. Stéphane Crusnière au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la suspension provisoire d'une partie de l'aide apportée par la Belgique au secteur de la santé en Ouganda" (n° 3008)

- M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'Ouganda" (n° 3027)

- M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la suspension par la Belgique d'une partie de son aide au développement à l'Ouganda" (n° 3065)

11.01 **Rita Bellens** (N-VA): Mijnheer de minister, onlangs verscheen in de media het bericht dat Oeganda, een bilateraal partnerland van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, besloten heeft om 215 artsen naar Trinidad en Tobago te zenden als tegenprestatie voor de expertise inzake de oliesector. Oeganda krijgt op het vlak van gezondheidszorg heel wat ontwikkelingssteun van verscheidene donoren, ook België. Het is dan ook voorstelbaar dat een groot deel van de artsen die naar Trinidad en Tobago vertrekken, dat konden dankzij de hulp van heel wat andere landen.

In een reactie daarop hebt u beslist om de geplande 11 miljoen euro aan steun voor de Oegandese gezondheidszorg *on hold* te zetten en bijkomend advies in te winnen over de situatie.

Mijnheer de minister, daarom stel ik u volgende vragen.

Wat was het antwoord van de Oegandese overheid op het protest tegen hun geplande voornemen?

Hoeveel Belgisch ontwikkelingsgeld is er in realiteit gespendeerd aan de opleiding van het medisch personeel dat naar Trinidad en Tobago zou vertrekken?

Op welke manier kan worden vermeden dat er daadwerkelijk Belgisch geld terechtkomt bij de uitbetaling van de lonen van het medisch personeel dat naar daar zou vertrekken?

Hoe wordt de Belgische begrotingshulp aan de Oegandese gezondheidszorg ter plaatse gealloceerd in de Oegandese gezondheidszorg?

Gaat de Belgische steun enkel naar de publieke Oegandese gezondheidszorg, of komt ze ook in de private gezondheidszorg terecht? Hoe komt die steun ten goede aan de plaatselijke bevolking?

11.02 **Stéphane Crusnière** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, je me permets de vous interpellier suite à votre décision de suspendre une partie de l'aide au développement à l'Ouganda. Onze millions auraient dû être versés afin de soutenir le secteur de la santé dans ce pays.

Vous argumentez votre décision de suspendre une partie de l'aide apportée par la Belgique par l'envoi de quelque 300 experts de la santé ougandais vers la République de Trinité-et-Tobago en échange d'une aide de ce pays pour l'exportation de pétrole.

S'il est normal que des conditions d'octroi d'une aide financière soient posées, il ne s'agit cependant pas

pour autant d'utiliser ces conditions pour justifier des économies au sein du budget de la Coopération. Lors des discussions budgétaires, vous aviez d'ailleurs vous-même indiqué qu'il était préférable de procéder, en cas d'absence de progrès notamment en termes de droits de l'homme, à une adaptation de l'aide plutôt qu'à sa suppression.

Comme il est probable que cet envoi d'experts n'améliorera pas la situation en Ouganda, qui est déjà catastrophique, pensez-vous, monsieur le ministre, que votre décision de suspendre une partie des fonds versés par la Belgique ne portera pas préjudice aux populations ougandaises aidées? Quelles seront concrètement les conséquences de cette décision sur le terrain? Un dialogue avec les autorités ougandaises a-t-il été mené dans ce cadre? De manière plus globale, avez-vous changé de position sur les conditionnalités et les suspensions ou coupures budgétaires qui peuvent en découler dans nos projets et programmes de développement avec nos pays partenaires? D'autres pays que l'Ouganda pourraient-ils être concernés par de telles suspensions ou coupures, suite au non-respect de certaines conditions?

11.03 Alexander De Croo, ministre: Monsieur le président, chers collègues, je tiens à souligner qu'il est question de suspension et non d'annulation.

Pour être clair, ce qui pourrait porter atteinte à la population, c'est la mutation de médecins et d'infirmiers dans un autre pays. C'est ce sur quoi nous avons réagi.

La décision de suspendre provisoirement le versement de l'aide est intervenue suite à des informations selon lesquelles le gouvernement ougandais entendait envoyer environ 250 experts de la santé ougandais vers la République de Trinité-et-Tobago, en échange de l'aide de ce pays des Caraïbes en matière d'exploitation pétrolière. L'envoi de professionnels de la santé ougandais représenterait un affaiblissement considérable du système de santé de ce pays, qui est déjà en grande difficulté.

Malgré les efforts importants de bailleurs internationaux comme la Belgique, l'Ouganda continue à être confronté à une pénurie chronique de personnel médical. Dans ce pays, on compte un médecin pour 15 000 personnes alors que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande un médecin pour 1 500 personnes.

Le budget total des programmes de coopération de la Belgique avec l'Ouganda pour la période 2009-2016 s'élève à 128 millions d'euros dont 16 millions sont réservés à l'appui budgétaire dans le secteur de la santé. La coopération gouvernementale belge au développement est également active dans l'enseignement en Ouganda.

Le montant de 11 millions d'euros en suspens concerne une tranche restante de 5 millions d'euros pour l'appui budgétaire sectoriel pour la santé issue du Programme indicatif de coopération (PIC) 2009-2012, tranche qui, sinon, aurait été transférée automatiquement dans les jours à venir, tout comme une tranche de 6 millions d'appui budgétaire sectoriel pour la santé issue du PIC 2013-2016.

Ik wens er allereerst de aandacht op te vestigen dat het samenwerkingsakkoord tussen Trinidad en Tobago en Oeganda voor de terbeschikkingstelling van medisch personeel nog een voorstel is dat voor akkoord moet worden voorgelegd aan de Oegandese ministerraad. Het voorstel van programma situeert zich in een Zuid-Zuidsamenwerking en omvat in totaal 283 personen waarvan 230 verpleegkundigen.

Het Oegandese ministerie van Volksgezondheid is gekant tegen deze maatregel die er gekomen is op initiatief van het ministerie van Buitenlandse Zaken. Het ministerie van Volksgezondheid legt er de nadruk op dat dit gezondheidspersoneel nodig is in Oeganda en dat het onaanvaardbaar is dat artsen en verpleegkundigen die worden tewerkgesteld door de Oegandese overheid zouden worden aangemoedigd om hun kandidatuur te stellen voor tewerkstelling in Trinidad en Tobago.

Het Oegandese ministerie van Buitenlandse Zaken legt er de nadruk op dat van de 59 000 gezondheidswerkers 39 000 een beroepsactiviteit uitoefenen en 20 000 werkloos zouden zijn. Er is dus een overaanbod aan gezondheidspersoneel. De Oegandese overheid beschikt niet over de nodige budgetten om deze allemaal tewerk te stellen. Dat is het standpunt van het ministerie van Buitenlandse Zaken. Er zouden reeds 6 000 Oegandese gezondheidswerkers in het buitenland actief zijn waarvan sommige het slachtoffer zouden zijn van mensenhandel. De bedoeling van de Oegandese overheid zou zijn om deze migratie van gezondheidswerkers beter te kaderen in een Zuid-Zuidsamenwerking.

Ces derniers jours, l'ambassade de Belgique à Kampala a rencontré plusieurs ministres et autres responsables ougandais à ce sujet. Nous recueillons à présent l'avis de notre administration et de l'ambassade belge à Kampala avant de prendre une décision définitive quant au non-versement ou à la réorientation des montants.

Ik heb beslist om in afwachting niet over te gaan tot de uitbetaling van de laatste schijf van vijf miljoen euro sectorale begrotingshulp aan de Oegandese gezondheidssector. Wat de schijf van zes miljoen euro betreft die als sectorale begrotingshulp gezondheid is ingepland in het indicatieve samenwerkingsprogramma 12-16, wens ik vanwege de administratie een advies te ontvangen over de wenselijkheid van het behoud hiervan, dan wel de heroriëntering van dit budget. In dit advies dient ook het standpunt van de Belgische Technische Coöperatie te worden meegenomen.

Ik heb aan mijn diensten ook bijkomende informatie gevraagd over het aantal donoren dat in Oeganda nog aan algemene en sectorale hulp doet. De afgelopen tien jaar maakte Oeganda steeds meer geld vrij voor de gezondheidszorg. Toch is het aandeel van het nationaal budget voor gezondheidszorg niet gestegen. Het blijft nog steeds hangen rond 9 %, wat veel lager is dan de Abujadoelstelling die in 2001 op 15 % werd vastgelegd. De jongste jaren is de bijdrage van de private non-profitsector aan het nationale gezondheidssysteem aangewend om de kloof te dichten. De non-profitinstellingen vertegenwoordigen meer dan 40 % van de ziekenhuizen, 17 % van de gezondheidsdiensten op lagere niveaus en 65 % van de scholen voor verpleegkundigen en vroedvrouwen. Ze leveren naar schatting 35 % tot 40 % van alle gezondheidsdiensten aan de bevolking, meestal in landelijke en moeilijk te bereiken gebieden.

De Belgische ontwikkelingssamenwerking werkt mee door de uitvoering van het strategisch en investeringsplan voor de gezondheidssector op twee prioritaire domeinen, geselecteerd door het ministerie van Volksgezondheid, te ondersteunen, met name sectorale budgetsteun om de capaciteit van de districten op het gebied van decentralisatie en basisgezondheidszorg te versterken en institutionele steun aan de non-profitsector om de dienstverlening uit te breiden en om een financieringsmechanisme op basis van resultaten te ontwikkelen via projectsteun. De vooropgestelde budgetsteun aan het ministerie voor Volksgezondheid is eigenlijk gedeeltelijk geoormerkt, omdat deze expliciet bestemd is voor de gedecentraliseerde gezondheidsposten in de districten. Het is niet mogelijk om te bepalen hoeveel Belgisch geld werd gespendeerd aan de opleiding van het medisch personeel dat naar Trinidad en Tobago zou vertrekken.

Une telle mesure de suspension est effectivement assez rare et n'est prise qu'en cas exceptionnel, comme maintenant. Dans ce dossier, il ne s'agit pas d'économies au sein du budget de la Coopération. Il s'agit de l'engagement du gouverneur ougandais à côté de la communauté internationale. Le transfert de 250 spécialistes, médecins et infirmières vers la Trinité-et-Tobago affaiblirait doublement le secteur de la santé en Ouganda. J'espère de tout cœur que le gouvernement de Kampala ne prendra pas cette décision. Avec la suspension de notre aide budgétaire au secteur de la santé, j'ai voulu lancer un signal de préoccupation.

België speelt naast de VN en organen in Genève en New York een belangrijke rol in sensibiliseringsprogramma's tegen discriminatie en aanvallen op LGBTI-rechten. België volgt deze kwestie samen met collega's uit de Europese Unie actief op. De situatie is problematisch in verschillende Afrikaanse landen, want de rechten van holebi's blijven een zwaar taboe.

De mensenrechtensituatie in Oeganda, net als in andere partnerlanden, vormt een belangrijk onderdeel van de bilaterale politieke dialoog tussen de EU-landen en Oeganda.

Tijdens een gemengde commissie van april 2012 heeft de Belgische ontwikkelingssamenwerking een nieuw budget van maximaal 74 miljoen euro vrijgemaakt voor de periode 2012-2016, dat bestaat uit 64 miljoen euro als basisbedrag en een mogelijk bijkomende incitatieve schijf van maximaal 10 miljoen euro indien aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

Een van de drie voorwaarden voor de toekenning van de incitatieve schijf is een positieve evolutie in het respect van mensenrechten tijdens de periode 2012-2014. Binnen dit ruimer kader staan de antiholebiwet en de schendingen van de LGBTI-rechten hoog op de agenda. Deze worden op een kritische manier regelmatig aan bod gebracht. Bovendien staan wij in een constante dialoog met de verschillende LGBTI-activisten en ngo's.

11.04 Rita Bellens (N-VA): Mijnheer de minister, er is inderdaad een nijpend tekort aan medisch personeel in Oeganda. De cijfers spreken voor zich. De gezondheidszorg is er problematischer dan in Trinidad en Tobago.

Ik begrijp en sta achter uw beslissing om die 11 miljoen euro even op te schorten.

Uiteraard hopen wij van harte dat dit nog naar Oeganda kan worden doorgestort, maar het is heel belangrijk dat een partnerland inzake ontwikkelingssamenwerking wordt gesensibiliseerd.

11.05 Stéphane Crusnière (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

J'entends les arguments que vous évoquez pour cette suspension. Vous avez insisté sur le fait qu'il s'agissait bien d'une suspension.

Nous serons attentifs à la décision finale qui sera prise. Comme vous l'avez dit dans votre réponse, vous êtes bien conscient de l'affaiblissement du secteur de la santé en Ouganda. La priorité doit évidemment rester l'aide à la population sur place. Dans ce cadre, ces 11 millions pourraient être bien utiles. Nous aurons certainement l'occasion de vous réinterpeller à la suite de la décision finale qui sera prise.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de M. Stéphane Crusnière au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "la promotion de la protection sociale universelle dans le monde" (n° 2993)

12 Vraag van de heer Stéphane Crusnière aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "het promoten van een wereldwijde universele sociale bescherming" (nr. 2993)

12.01 Stéphane Crusnière (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, le 3 mars dernier, le CNCD a débuté une campagne qui durera deux ans pour promouvoir la protection sociale universelle dans le monde. Cette campagne sera menée en collaboration avec les mutuelles et les syndicats.

Selon le CNCD, près des trois-quarts de la population mondiale ne bénéficient d'aucune protection sociale ou ont une protection sociale incomplète. Cent millions d'individus basculent chaque année dans la pauvreté partout dans le monde à la suite de dépenses imprévues pour leur santé.

La protection sociale ne doit pas être ou du moins ne pas devenir un luxe inaccessible. Comme le démontre très bien le cas du Rwanda - 90 % de la population y est couverte par le système de protection sociale -, il est possible de poser les jalons d'un système de protection sociale, quel que soit le degré de développement du pays. De plus, il est prouvé que l'instauration d'un système de sécurité sociale permet de réduire la pauvreté et les inégalités.

Cette position volontariste avait d'ailleurs été défendue avec force par la Chambre lors de l'adoption de la résolution déposée par ma collègue Karine Lalieux.

Monsieur le ministre, quelle place comptez-vous donner à l'instauration d'un système de protection sociale dans les pays partenaires de notre coopération?

Quelle expertise notre pays peut-il apporter en la matière?

Le CNCD appelle à l'instauration d'un fonds mondial pour la protection sociale dans les pays les plus pauvres. Êtes-vous pour l'instauration d'un tel fonds? Quelle est votre position sur ce thème notamment dans la perspective des futurs OMD post-2015?

12.02 Alexander De Croo, ministre: Monsieur le président, cher collègue, ma réponse est aussi une réponse à Mme Van Hoof qui va poser une question sur la protection sociale.

Pour la Coopération au développement belge, la promotion de la protection sociale dans les pays en voie de développement est une dimension très importante. Il faut cependant d'emblée relever que le financement

d'un système de protection sociale est une prérogative nationale et qu'on ne peut que s'appuyer sur ce qui se fait localement.

Le fait que la protection sociale soit importante pour la coopération belge est attesté par les faits suivants. La loi belge de 2013 en matière de Coopération au développement considère comme prioritaire la réalisation de l'agenda pour le travail décent de l'OIT dont la protection sociale est un des quatre piliers.

Pour le gouvernement, la coopération au développement doit être basée sur deux axes: une approche fondée sur les droits et une croissance économique durable et inclusive en accordant une attention à quatre thématiques dont le développement humain et social. Pour la Coopération au développement belge, la protection sociale est un droit humain auquel tout le monde doit avoir accès. En outre, je suis convaincu que donner l'accès à la protection sociale et à un emploi décent constitue un moyen de lutte contre l'inégalité et la pauvreté.

Tant au niveau politique qu'au niveau des actions concrètes, je soutiens le travail décent et la protection sociale dans les interventions de la coopération belge. Ainsi, la Belgique coprécide avec l'Angola le Groupe d'Amis du Travail décent.

Tout au long des discussions relatives au cadre de développement postérieur à 2015, ce groupe va promouvoir le travail décent et la protection sociale. Dans ce contexte, les coprésidents organisent régulièrement des réunions afin d'attirer l'attention des pays membres des Nations unies sur ces thématiques. La Belgique et l'Angola essaient ainsi de conclure une alliance pour défendre, lors des négociations, la préservation de ces enjeux dans le cadre post-2015 dont nous avons déjà parlé.

La Belgique est membre du groupe informel *Social Protection Interagency Coordination Board*, dont la présidence est assurée par la Banque mondiale et l'Organisation internationale du Travail (OIT) et dont l'objectif est de stimuler l'installation des socles de protection sociale par l'échange d'expériences, la coordination des activités, l'amélioration et l'harmonisation des statistiques et des données. La Coopération belge investit beaucoup dans la mise en place des socles de protection sociale tels que les définissent les recommandations de l'OIT par le biais de la coopération multilatérale, bilatérale et indirecte avec les ONG telles que Solidarité mondiale, le FOS, etc.

La Coopération belge a accordé une contribution de 13,5 millions à l'OIT pour la période 2013-2015. Bien qu'elle ne soit pas affectée, il est stipulé qu'elle doit servir prioritairement à la protection sociale et au dialogue social.

En termes d'expertise, la Coopération au développement finance actuellement une étude portant sur la protection sociale comme mécanisme de redistribution, exécutée par IVA et dont la première phase doit bientôt se terminer.

En ce qui concerne la création d'un fonds mondial pour la protection sociale, mon administration est en train d'étudier les avantages et les inconvénients d'un tel mécanisme. En effet, ce système est susceptible d'attirer des contributions pour des causes qui sont insuffisamment prises en charge. D'un autre côté, il ne faut pas qu'un fonds mondial fasse double emploi avec les organismes qui existent en ce domaine – en l'occurrence, l'OIT, la Banque mondiale, l'OMS, etc. De plus, la création d'un fonds mondial doit faire l'objet d'une discussion multilatérale.

12.03 Stéphane Crusnière (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

13 Vraag van mevrouw Els Van Hoof aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de inzet van het B-Life-laboratorium in de bestrijding van het ebolavirus" (nr. 3063)

13 Question de Mme Els Van Hoof au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "le recours au laboratoire B-Life dans la lutte contre le virus Ebola" (n° 3063)

13.01 Els Van Hoof (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, op 24 februari keerde het B-

FAST-team terug uit Nzérékoré, Guinee, maar het B-Life-laboratorium bleef ter plaatse in het raam van de bestrijding tegen ebola. Het beheer van dit laboratorium wordt ter plaatse door een ngo waargenomen.

Extra middelen werden hiervoor uitgetrokken via de Belgische ontwikkelingssamenwerking en de Europese Commissie. Een team van vier leden van het Centrum voor Toegepaste Moleculaire Technologie (CTMA), drie leden van de civiele bescherming en twee medewerkers van Defensie zetten de werking van het laboratorium voort.

De Wereldgezondheidsorganisatie heeft in haar laatste rapport van 11 maart 2015 echter te kennen gegeven dat in Guinee en Sierra Leone geen daling is van patiënten sinds het einde van januari, maar dat de geografische concentratie zich toespitst op Conakry en Freetown.

Ik heb volgende vragen aan de minister.

Wat is de situatie inzake de bestrijding van ebola in Nzérékoré? Indien hier nieuwe gevallen gekend zijn, zal de aanwezigheid van het B-Life-laboratorium worden verlengd? Indien geen nieuwe gevallen gekend zijn, overweegt de minister om het B-Life-laboratorium eventueel te verplaatsen en in te zetten rond Conakry of Freetown, of over te brengen naar Sierra Leone? Dit zijn blijkbaar toch gebieden waar het aantal ebolagevallen zich concentreert.

Wat is het totale financiële plaatje van deze missie tot dusver? Wij weten dat de missie eind april opnieuw zal worden geëvalueerd.

13.02 Minister **Alexander De Croo**: Mijnheer de voorzitter, vorige week heb ik het advies ontvangen om het mobiele B-Life-laboratorium en het team uit Nzérékoré vóór 20 maart 2015 terug te trekken. Het gaat hier over de derde rotatie, na twee rotaties binnen het B-FAST-kader. Deze derde rotatie wordt sinds 20 januari 2015 gefinancierd vanuit het budget Ontwikkelingssamenwerking.

De volgende argumenten ondersteunen dit advies.

De uitbraak van ebola was onder controle in de regio van Nzérékoré en er waren in die regio geen nieuwe gevallen gedetecteerd sinds 21 dagen. De laatste ebolapatiënten werden op 5 maart uit het gezondheidscentrum ontslagen. De onderzoeksgroepen die in de dorpen in de ruime omtrek stalen namen van verdachte gevallen, hadden ook geen positieve stalen meer gedetecteerd. Dit wees erop dat de transmissieketen onderbroken was. ALIMA, de ngo die deze zending omkaderde, gaf aan dat ook zij geen vragende partij meer was voor een vierde rotatie. De verlenging van de zending was positief en heeft toegelaten om het einde van de uitbraak te kunnen zien. De laatste patiënt van het Centrum voor Toegepaste Moleculaire Technologie was twee à drie dagen eerder naar huis teruggekeerd.

Op basis van dit eensluidende advies en na overleg met Buitenlandse Zaken en Defensie, werd besloten om dit advies op te volgen en het mobiele labo terug te trekken.

Echter, afgelopen vrijdag nam de ambassade van Guinee contact met mijn diensten, met de vraag om het mobiele labo niet terug te halen naar België, maar te verplaatsen naar Conakry, waar nog steeds nieuwe gevallen van ebola uitbreken. Die vraag werd formeel gesteld door president Condé van Guinee, waarmee ik gisteren twee telefoongesprekken heb gevoerd.

Reeds tijdens het weekend heb ik contact opgenomen met dokter Gala, die de beheerder is van het B-Life-veldlaboratorium, dat momenteel wordt ingezet. Hij verblijft momenteel in Guinee.

Hij bevestigde dat de verplaatsing van het mobiele labo naar Conakry vanuit medisch oogpunt zeker wenselijk is. De situatie in Conakry is nog niet onder controle. Gisteren kregen mijn diensten dezelfde bevestiging vanwege de Wereldgezondheidsorganisatie. Een verlenging van de zending van het mobiele labo en de verplaatsing naar Conakry zijn wenselijk.

Mijn diensten hebben gisteren gepoogd een antwoord te vinden op de volgende vragen.

Is een vierde rotatie budgettair en logistiek mogelijk? Welke organisatie zou de verlengde zending kunnen omkaderen: de Europese Unie, de Wereldgezondheidsorganisatie, het Rode Kruis of Artsen Zonder Grenzen? Zou het labo naar Conakry kunnen worden verplaatst? Welk personeel kan het labo tijdens een

vierde rotatie bemannen? Kan een ander labo uit een van de drie getroffen landen naar Conakry worden verplaatst?

Dat zijn allemaal vragen, waarmee wij gisteren en vannacht zijn bezig geweest. Op dit ogenblik ben ik nog niet in het bezit van de antwoorden op die vragen. Normaal had vandaag een toestel van Defensie vanuit Melsbroek moeten vertrekken om het mobiele labo tegen het einde van de week terug naar België over te vliegen.

Ik heb gisteren verschillende keren overlegd met mijn collega van Defensie, Steven Vandeput. Hij heeft op mijn verzoek beslist om de vlucht die vandaag uit Melsbroek zou vertrekken, met enkele dagen uit te stellen, zodat we meer duidelijkheid kunnen krijgen en dan een definitieve beslissing kunnen nemen.

Wat uw verdere vragen betreft, de initiële kostprijs voor het transport en de werkingskosten van het mobiele labo ten belope van 400 000 euro werden gedragen door B-FAST. De derde rotatie werd betaald door de FOD Ontwikkelingssamenwerking via de budgetlijn Projecten van Humanitaire Hulp en bedraagt 250 000 euro.

13.03 Els Van Hoof (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord op mijn heel actuele vraag.

U bent er nog mee bezig. Het is een goede zaak dat u flexibel inspeelt op de situatie. We hadden dankzij het rapport van de Wereldgezondheidsorganisatie al vernomen dat het aantal ebolagevallen afneemt op de plaatsen waar wij actief waren en dat de situatie onder controle lijkt te geraken. Dat is een positief.

Het is goed dat u in overweging neemt om het labo niet terug te trekken, maar wel te verplaatsen naar waar dat nodig zou zijn.

Ik heb uit uw antwoord begrepen dat u eerst bekijkt wie ter plekke kan zorgen voor de omkadering, vooraleer u eventueel beslist het B-Life-laboratorium te verplaatsen. Dat zijn de belangrijkste elementen in uw onderzoek. Of zijn er ook financiële elementen?

13.04 Minister Alexander De Croo: Neen.

13.05 Els Van Hoof (CD&V): Het gaat dus vooral om het operationele aspect waarbij u onderzoekt of we in staat zijn de werkzaamheden op een goede manier voort te zetten.

Ik kan u alleen feliciteren met de resultaten. De situatie is onder controle geraakt in Nzérékoré en ik hoop dat het laboratorium ook in Conakry zal kunnen blijven, zodat we ook daar de situatie onder controle krijgen.

13.06 Minister Alexander De Croo: Ik zal uw felicitaties doorgeven aan het team ter plaatsen. Het team ter plaatse wordt zeer sterk gewaardeerd voor het werk dat het verricht heeft.

Ik geef een laatste element. Wij moeten er wel voor waken dat er geen overlapping is. Men heeft vanuit Guinee een vraag gesteld, overigens niet enkel aan ons. Ik wil vermijden dat er plots een overlapping is in Conakry, omdat iedereen positief antwoordt. Eigenlijk hebben we, om die vraag te beantwoorden, nog onvoldoende elementen. Vooraleer we een hele logistieke operatie opzetten, wil ik weten hoe de situatie ter plaatse juist wordt. Er is momenteel te weinig duidelijkheid.

13.07 Els Van Hoof (CD&V): U kiest dus duidelijk voor Guinee en niet voor Sierra Leone, omdat het de enige optie is.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

14 Question de M. Stéphane Crusnière au vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, sur "l'aide internationale suite au cyclone Pam" (n° 3064)

14 Vraag van de heer Stéphane Crusnière aan de vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post over "de internationale hulp na de doortocht van de cycloon Pam" (nr. 3064)

14.01 Stéphane Crusnière (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, l'état d'urgence a été décrété ce dimanche en République de Vanuatu suite au passage du cyclone Pam. Les dégâts les plus importants se sont produits à Vanuatu mais neuf autres pays du Pacifique ont subi les effets du cyclone et sont encore menacés par d'autres tempêtes à venir.

En République de Vanuatu, six morts ont été dénombrés et de nombreuses personnes sont portées disparues; 90 % des habitations sont endommagées, de nombreuses routes sont impraticables, des écoles et des centres de santé ont été détruits.

Monsieur le ministre, la Belgique, l'Union européenne ou l'ONU ont-elles reçu à ce stade une demande formelle d'aide de la part du Vanuatu ou d'autres pays de la région?

Si une telle demande d'aide devait intervenir, quelle pourrait être la réponse belge? L'équipe B-Fast pourrait-elle être mobilisée dans cette situation? L'Union européenne pourrait-elle organiser une aide structurée?

14.02 Alexander De Croo, ministre: Cher collègue, jusqu'à présent, la Belgique n'a pas reçu de demande officielle d'aide de la part du gouvernement du Vanuatu ou d'autres pays touchés par le cyclone. Par contre, l'ambassade de Belgique à Canberra en Australie a reçu une note verbale de la part de l'ambassade du Vanuatu à Canberra avec le contenu suivant: "*The government of Vanuatu is therefore appealing for financial donations and relief supplies from the international community based in Canberra.*"

Mon administration suit la situation au Vanuatu à travers *the situation reports* de l'OCHA. Le *Needs assessment* de l'OCHA est en cours d'élaboration. Nous attendons ce document afin d'éviter une aide non coordonnée. L'OCHA lui-même met en garde contre une arrivée massive et non coordonnée d'organisations humanitaires sur les îles touchées.

La Belgique contribue déjà à la réponse humanitaire à travers notre contribution au fonds flexible d'OCHA, le CERF. Le CERF reçoit des contributions volontaires non affectées, ce qui lui permet de réagir très vite en cas de catastrophe naturelle et humanitaire. En 2014, la Belgique était le huitième bailleur du CERF, avec une contribution de 17,5 millions de dollars.

Il est clair que l'Australie sera en première ligne de l'effort de la communauté internationale avec les Nations unies.

À l'heure actuelle, la Commission européenne a mobilisé un million d'euros pour soutenir les efforts de secours d'urgence. Elle a également déployé des experts du *Regional Support Office* de Bangkok à Vanuatu afin d'évaluer les besoins humanitaires et d'assurer la liaison avec les organisations humanitaires partenaires opérant sur le terrain. La Commission augmentera probablement encore son soutien dans les jours ou semaines à venir.

Le déploiement de B-FAST n'est pas envisagé actuellement. L'Australie et les Nations unies sont mieux placées pour organiser une aide humanitaire coordonnée dans cette région du monde qui est très éloignée de la Belgique et où nous avons très peu d'expertise et de valeur ajoutée. Comme je vous l'ai dit, la Belgique est l'un des bailleurs majeurs du système onusien d'aide humanitaire. Cela me paraît plus utile que de vouloir intervenir de façon visible mais peu coordonnée.

14.03 Stéphane Crusnière (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Collega's, mijnheer de minister, ik dank u voor de vlotte medewerking, waardoor het aantal hangende vragen aan minister De Croo op nul staat. Proficiat.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.47 uur.

La réunion publique de commission est levée à 12.47 heures.